BAROMÈTRE DE L'INSCRIPTION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN HAÏTI

SONDAGE D'OPINION

ENTRE MÉFIANCE ET GRANDES ATTENTES

Roberson Edouard, *Université Laval*
Yanick Charette, *Université Laval*

UNIVERSITÉ LAVAL

BAROMÈTRE DE L'INSCRIPTION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN HAÏTI

Sondage d'opinion : entre méfiance et grandes attentes

Série
Baromètre de la société civile en Haïti — Sondage 1 • Édition 2025

Recherche et rédaction
- Roberson Edouard, *Université Laval*
- Yanick Charette, *Université Laval*
- David Lerisson, *Université Laval*

Enquête de terrain
- Luckny Zéphyr, *Diagnostic and Development Group, S.A.*
- Mifleur Louis, *Diagnostic and Development Group, S.A.*

Infographie
Pierre Michelot Jean-Claude, *Université Laval*

L'Université Laval remercie chaleureusement les membres du Comité d'orientation pour leur précieuse contribution dès la conception du projet :
- Lorraine Mangonès, *Fondation Connaissance et liberté (FOKAL)*
- Michèle Duvivier Pierre-Louis, *Fondation Connaissance et liberté (FOKAL)*
- Arnaud Dandoy, *Centre de recherche et d'échange sur la sécurité et la justice (CRESEJ)*
- Pauline Lecarpentier, *Bureau des droits humains en Haïti (BDHH)*
- Jacques Letang, *Bureau des droits humains en Haïti (BDHH)*
- Tomás Eduardo Salcedo Albert, *Université Laval*

Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Pour citer ce document :
Roberson Edouard et Yanick Charette (2025). *Baromètre de l'inscription sociale de la société civile en Haïti. Sondage d'opinion : entre méfiance et grandes attentes*. Québec, Université Laval.

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**
Définition **5**
Contexte **5**
Objectifs **7**

MÉTHODOLOGIE **8**
Données **8**
Mesures **9**
Connaissance *10*
Appréciation et dépréciation des OSC. *10*
Participation aux OSC. *10*
Importance des OSC. *10*
Victimisation et mesures de protection **11**

RÉSULTATS **12**
Section 1. Participation aux OSC **12**
Une société civile méconnue de la population 12
Une faible implication de la population dans les OSC 13
Une faible utilisation des services des OSC 14
Une faible participation aux activités organisées par les OSC 15
Qu'est-ce qui pousse à participer aux OSC? 17
Section 2. Perception générale des OSC **19**
Une piètre opinion des OSC 19
Une appréciation variable des OSC 20
Déterminants sociaux de la perception des OSC 21
Quels sont prédicteurs de la perception générale des OSC en Haïti? 23

Section 3. Mais à quoi servent les OSC en Haïti? **25**
Des organisations utiles? 25
Des organisations où placer sa confiance? 26
Des organisations à l'écoute de la population? 27
Des organisations aux capacités reconnues, mais limitées? 27
Perspectives **29**

BIBLIOGRAPHIE **31**

ANNEXES **35**

Introduction

Ce rapport présente les résultats d'un sondage d'opinion portant sur la représentation sociale des organisations de la société civile (OSC) en Haïti et les attentes de la population à leur égard.

DÉFINITION

La notion d'organisation de la société civile désigne une organisation privée, autonome, à but non lucratif, à caractère associatif et d'utilité publique (nationale ou internationale) (Hall et al. 2005, Planche 2007, Zufferey 2011). Les organisations regroupées sous cette appellation sont reconnues pour être hétérogènes, c'est-à-dire :

> *« regroupant des organismes aussi bien informels que formels, aussi bien religieux que séculiers, des organismes dotés de salariés et des organismes ne comptant que des bénévoles, ainsi que des organismes qui exercent essentiellement des fonctions d'expression — telles que la défense d'une cause, l'expression culturelle, l'animation communautaire, la protection de l'environnement, la promotion des droits de la personne, l'expression religieuse, la représentation d'intérêts et l'expression politique – ainsi que ceux qui exercent principalement des fonctions de service telles que la délivrance de soins de santé ou de services d'aide sociale, la dispense d'éducation, etc. » (Salamon et al. 2003 : 7-8 cité par Sibony 2016 : 6).*

CONTEXTE

La société civile joue un rôle crucial dans le paysage sociopolitique d'une nation. Dans le cas d'Haïti, un pays marqué par une histoire complexe ponctuée de troubles politiques, d'ingérence étrangère, de défis économiques et de disparités sociales, elle constitue un

pilier fondamental de la vie publique. Des organisations communautaires de base aux structures plus formelles comme les ONG nationales et internationales, en passant par les médias, les syndicats, les associations professionnelles, les mouvements sociaux et les groupes religieux, la société civile en Haïti représente un tissu dense, mouvant et profondément relié aux dynamiques locales. Toutefois, **cette présence ne garantit pas nécessairement une inscription sociale effective,** c'est-à-dire une reconnaissance populaire, une légitimité légale-rationnelle et des impacts tangibles auprès des populations qu'elle prétend représenter, servir ou défendre.

> ***Les organisations de la société civile (OSC) sont appelées à jouer des rôles cruciaux, incluant la médiation sociale, la fourniture de services de base, la promotion des droits humains, la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel, des œuvres d'arts et de la culture, ainsi que le plaidoyer pour des politiques publiques inclusives.***

Dans un contexte national caractérisé par la faillite de l'État, une gouvernance fragile et une crise multidimensionnelle prolongée, les organisations de la société civile (OSC) sont appelées à jouer des rôles cruciaux, incluant la médiation sociale, la fourniture de services de base, la promotion des droits humains, la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel, des œuvres d'arts et de la culture, ainsi que le plaidoyer pour des politiques publiques inclusives. Toutefois, leur capacité à remplir ces fonctions dépend en grande partie de leur inscription sociale, au quadruple sens de leur représentativité, leur rôle, leur efficacité et leurs impacts dans la vie quotidienne des citoyens.

La représentativité, soulève la question de la légitimité : dans quelle mesure ces organisations sont-elles perçues comme les porte-voix légitimes et authentiques des communautés (Béroud et al. 2012 ; Dorvilier 2007)? Sont-elles issues de dynamiques locales ou imposées par des agendas exogènes, souvent dictés par des bailleurs internationaux (Pirote, 2012 ; Enoult et Loumou, 2024 ; Wisner et Concannon 2023; Bell 2013) ? La légitimité sociale, tout autant que l'assise communautaire des OSC, conditionne leur capacité à opérer durablement et efficacement.

Le rôle que ces organisations endossent est ensuite central dans l'analyse. Si certaines remplissent une fonction palliative en suppléant à l'absence de l'État, d'autres revendiquent une mission de transformation sociale. Cette pluralité de rôles, parfois en tension, mérite d'être étudiée dans ses effets réels sur la gouvernance et la participation citoyenne (Dorvilier 2007, Fatton, 2002 ; Dupuy, 2024).

L'efficacité, comme troisième axe de l'analyse, interroge les moyens mobilisés et les résultats obtenus. Dans un pays où les ressources sont rares, les OSC doivent composer avec des contraintes humaines, logistiques, financières et sécuritaires majeures. Leurs actions répondent-elles au moment opportun et de manière pertinente et cohérente aux besoins locaux ? Quels critères permettent d'évaluer cette efficacité du point de vue des populations bénéficiaires (Pierre-Louis, 2023; Habbib 2024) ?

Enfin, l'impact des OSC se mesure à l'aune des transformations concrètes dans la vie des citoyens. Cet impact est-il souhaitable, durable ? Génère-t-il de nouvelles dépendances ou favorise-t-il l'autonomisation des communautés? En d'autres termes, du point de vue de la population, les OSC sont-elles des vecteurs de changement ou des acteurs de reproduction d'un ordre social inégalitaire (Pierre, 2022; Dubuisson 2021, Pierre et al., 2018 ; Thomas, 2018 ; Schuller 2007)?

OBJECTIFS

Ce sondage vise à décrire la manière dont les OSC en Haïti sont représentées dans l'espace public et dans l'imaginaire collectif haïtien, en distinguant tout particulièrement l'opinion des femmes, des jeunes, des habitants des quartiers populaires et du milieu rural. Il cherche plus spécifiquement à :

- Évaluer les niveaux de connaissance, d'engagement et de participation de divers groupes sociaux dans les activités et initiatives de la société civile;
- Évaluer l'appréciation générale des OSC et de leurs interventions auprès de divers publics de la population ;
- Documenter la perception de la population quant à l'opportunité et l'efficacité des OSC à résoudre les problèmes sociétaux les plus urgents : l'insécurité, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'exclusion sociale, la dépendance économique, la crise politique, etc.

Méthodologie

Pour procéder à la collecte et au traitement des données sur le terrain, nous avons recouru aux services d'une firme de sondage en Haïti, *Diagnostic and Development Group* (DDG) S.A. Les données ont été collectées à distance, par téléphone[1], auprès d'un échantillon de personnes âgées de 18 ans et plus, ayant la citoyenneté haïtienne ou résidant actuellement en Haïti, tiré à partir d'un échantillon-maître de plus de 35 000 numéros de téléphones, appartenant à la firme DDG. Le questionnaire a été administré en créole haïtien.

DONNÉES

En 2021, l'Institut haïtien de statistique et d'informatique a estimé à 7 423 890 la population haïtienne de 18 ans ou plus et une quasi-parité hommes femmes. Considérons une marge d'erreur de 3% et un niveau de confiance de 99%, une formule statistique usuelle et non reproduite ici (Cochrane, 1963) indique qu'il faudrait interroger 1 849 adultes de 18 ans ou plus dans les dix départements pour « mesurer » la perception de la population par rapport aux organisations de la société civile, avec ces garanties statistiques. Comme nous nous attendons à un taux élevé de non-réponse dans les enquêtes par téléphone[2] et sur la base des expériences de la firme de sondage, nous avons augmenté la taille de l'échantillon de 10%. Ainsi, du 26 février au 12 mars 2025, nous avons interrogé un échantillon aléatoire de 2019 personnes âgées de 18 ans ou plus des 10 départements géogra-

1 Ce choix s'explique par la détérioration de la crise sécuritaire, car une enquête de face à face mettrait en danger l'équipe de l'enquête de terrain. Il induit certains biais d'échantillonnage (seuls 64% de la population était détentrice d'un téléphone mobile en 2021) que nous inscrivons dans les limites de l'étude. Voir https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=IT.CEL.SETS.P2&codePays=HTI&codeTheme=11

2 Plusieurs raisons peuvent expliquer qu'une personne ne soit pas joignable au téléphone en Haïti, notamment un changement de numéro (ce qui est fréquent), un problème d'électricité, un problème de connectivité, une indisponibilité…

phiques du pays. Le Tableau 1 présente la répartition géographique des répondant·es selon le sexe. Comme dans la population générale, la grande majorité des répondant·es se trouvaient dans les départements de l'Ouest (36%), de l'Artibonite (16%) et du Nord (10%).

Tableau 1. Répartition géographique des répondant·es selon le sexe

SEXE						
	Femme		Homme		Total	
Département	n	%	n	%	n	%
Artibonite	166	16.7%	157	15.3%	323	16,0%
Centre	68	6.8%	75	7.3%	143	7,1%
Grand'Anse	41	4.1%	49	4.8%	90	4,5%
Nippes	36	3.6%	35	3.4%	71	3,5%
Nord	100	10.1%	97	9.5%	197	9,8%
Nord-Est	40	4.0%	40	3.9%	80	4,0%
Nord-Ouest	67	6.7%	67	6.5%	134	6,6%
Ouest	348	35.0%	372	36.3%	720	35,7%
Sud	69	6.9%	73	7.1%	142	7,0%
Sud-Est	59	5.9%	60	5.9%	119	5,9%

L'échantillon a été conçu pour être représentatif de la population haïtienne de 18 ans ou plus, désagrégée selon le sexe, le groupe d'âge et le département géographique de résidence. Comme pour chaque département, un échantillon de répondant·es a été choisi au hasard, il n'a pas été nécessaire de pondérer les données. Les pourcentages présentés sont ceux des réponses valides, excluant les données manquantes.

Les données ont été collectées à l'aide de tablettes numériques via l'application KoboCollect, puis transférées sur un serveur sécurisé avant d'être analysées à l'aide des progiciels SPSS et R.

MESURES

L'étude repose principalement sur des analyses descriptives de nos indicateurs d'intérêt. D'une manière générale, des analyses bivariés permettent de saisir s'il y a relation entre deux variables d'intérêt, et le cas échéant, son degré et sa forme. Dans ces cas, nous présentons des pourcentages pour la distribution de la population selon les caractéristiques mesurées, des coefficients pour la mesure d'une association et son degré de significativité statistique. Des modèles de régression multivariables nous permettent aussi de vérifier l'effet des caractéristiques d'un répondant sur son rapport à la société civile,

notamment sa participation à une OSC, ses chances d'en avoir une appréciation positive ou une appréciation négative.

Pour les fins de l'analyse, nous avons également construit deux outils de synthèse de nos observations. D'une part, des indices composites qui regroupent plusieurs indicateurs afin de fournir une vue d'ensemble d'un phénomène complexe. Ensuite, des échelles, pour classer les observations de manière qu'elles deviennent facilement intelligibles.

INDICATEURS

Connaissance

Dans le but d'évaluer la connaissance des répondant·es des OSC et de savoir lesquelles étaient les plus connues, nous leur avons demandé de nommer une OSC.

Participation aux OSC.

Pour mesurer le niveau d'implication des répondant·es dans les OSC, nous leur avons demandé s'ils y ont adhéré comme membres, s'ils ont déjà participé à une de leurs activités ou s'ils ont déjà bénéficié de leurs services. Un indice composite de participation a été calculé à partir de la moyenne de ces trois observations pour chaque individu.

Appréciation et dépréciation des OSC.

Pour mesurer l'appréciation générale des répondant·es au OSC, deux indices composites variant de 0 à 5, furent construits. Le premier indice porte sur la perception de caractéristiques positives des OSC, à savoir l'utilité, la confiance, le caractère indispensable ou nécessaire, la capacité d'écoute et la capacité de mobilisation et d'influence. Le second porte plutôt sur la perception des attributs négatifs, c'est-à-dire la corruption, la relation avec les gangs armés, le tremplin politique, la substitution de l'État et la propriété privée des dirigeants.

Importance des OSC.

L'importance des OSC en fonction de différents enjeux fut aussi sondée, plus spécifiquement leur capacité de résoudre des problèmes majeurs, d'éclairer les débats publics, de porter les revendications de la population, etc.

Profil des répondant·es

Le sondage comprend des informations sur les caractéristiques des participant·es. Le Tableau 2 présente la distribution de ces caractéristiques dans notre échantillon. Presqu'autant de femmes (49,2 %) que d'hommes (50,8 %) ont répondu au sondage. Il s'agit d'une population relativement stable qui, pour la plupart, n'a pas déménagé au cours des 12 derniers mois (83%). Une personne sur trois (37,9%) était célibataire, un autre tiers était en union libre (ou concubinage; 28,3%), une sur quatre était mariée (26,5%) et une sur 10 était séparé (d'une union de fait, d'un divorce, ou par veuvage). Les répondant·es au sondage avaient un niveau de scolarité variable: 4% n'avaient aucune scolarité, 15% un niveau primaire, 21% un niveau de secondaire allant jusqu'à la 9e année fondamentale, 40% déclarait leur niveau entre la 9e année fondamentale et la terminale. Très peu d'entre eux avaient un niveau universitaire : sans diplôme (6%), licence ou équivalent (4%) et maîtrise

ou plus (0,4%). Les données du sondage montrent de criantes inégalités de revenu parmi nos répondant·es. En effet, près de la moitié d'entre eux (45%) ont déclaré ne pas avoir de revenu. Un nombre légèrement supérieur (47%) gagnaient moins de 25 000 gourdes par mois et seulement 3% gagnaient 50 000 gourdes ou plus.

VICTIMISATION ET MESURES DE PROTECTION

Les données du sondage révèlent que parmi les personnes interrogées, environ une personne sur trois (33%) a été directement ou indirectement (une personne de sa famille) victime au cours de la dernière année d'une forme quelconque d'agression de la part des gangs armés. Le taux de victimisation varie selon le département de résidence. Les taux les plus élevés se trouvent dans les départements de la Grand'Anse (47%), du Nord (39%) et du Nord-Ouest (31%), tandis que les plus faibles se trouvent dans le Nord-Est (18%), les Nippes (20%) et le Sud (22%).

Dans le but de mesurer le sentiment d'insécurité[3] des répondant·es, nous leur avons demandé de mentionner les mesures de protection adoptées. À la question : « Restez-vous chez vous le soir parce que vous avez peur de sortir ? », 70 % des répondant·es sont au moins une fois resté·es chez eux le soir parce qu'ils craignaient de sortir. Cela arrive souvent dans la vie de 39 % des répondant·es. De même, sept personnes sur dix ont au moins une fois évité certaines zones lorsqu'elles sortent. Cela arrive souvent dans la vie de 37 % des répondant·es. Dans les deux cas, la prévalence du problème varie d'un département à l'autre, mais, là où il est le plus répandu, c'est dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite..

On pourrait croire que ce fort sentiment d'insécurité a entraîné des mesures d'autodéfense du type porter une arme à feu ou en garder une à la maison. Pourtant, 95% des répondant·es ont déclaré ne jamais porter d'arme à feu pour se protéger lorsqu'elles sortent. Seuls 1,5% des répondant·es disent porter souvent une arme à feu lorsqu'ils sortent. De même, 96% des répondant·es ont déclaré ne pas garder d'arme à feu à la maison pour protéger leur famille. Seul 1,3% le fait souvent. L'indice de protection basé sur ces quatre indicateurs fournit un portrait plus nuancé de la situation. Selon les données du sondage, 23% des répondant·es ne prennent aucune mesure de protection, malgré le climat général d'insécurité. Plus d'un tiers (36%) ont adopté une fois l'une ou l'autre des mesures de protection. Et seul un nombre marginal de personnes (12) pratiquent souvent les quatre mesures de protection. Ce qui est clair, c'est que l'inclinaison de la population à pratiquer les mesures de protection varie géographiquement d'une commune à une autre. Les taux les plus élevés se trouvent dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et dans une moindre mesure de la Grand'Anse.

3 La recherche s'accorde à reconnaître au moins trois dimensions au sentiment d'insécurité : émotive (la peur, l'angoisse), cognitive (la perception des risques et des mesures de protections) et comportementale (l'évitement, la fuite, l'auto-défense) (Edouard et Saulnier 2023, Noble 2016).

Résultats

SECTION 1. PARTICIPATION AUX OSC

Une société civile méconnue de la population

S'il est vrai que la notion de société civile est largement utilisée dans les espaces publics, une bonne partie de la population ignore à quoi elle renvoie. Les données du sondage révèlent qu'un adulte sur quatre (25%) était incapable de nommer une seule organisation de la société civile. Les organisations les plus souvent identifiées comme OSC par les répondant·es sont des ONG et des organisations internationales telles que l'UNICEF (4%), l'OIM (7%), le PAM (6%), l'USAID (7%), l'AVSI (3,5%) et World Vision (2,7%)[1]. L'organisation locale la plus connue est le RNDDH (1%). Ces données témoignent d'une transformation de l'écosystème des OSC en Haïti grâce à laquelle certaines organisations internationales telles que OIM, PAM, UNICEF, AVSI sont devenues très présentes dans le paysage social haïtien.

1 À noter que malgré le fait qu'elles établissent des partenariats ou travaillent en réseau avec la société civile, des institutions comme l'UNICEF, l'OIM, le PAM ne font pas partie des OSC. Elles sont de préférence des agences spécialisées des Nations Unies. De même, des institutions comme USAID (United States Aid for International Development), AMC (Affaires mondiales Canada) ci-devant ACDI (Agence canadienne de développement international), AFD (Agence française de développement) ou Union européenne ne sont pas davantage des OSC. Ce sont des agences gouvernementales qui travaillent souvent de concert avec les OSC qu'elles souhaitent renforcer. En revanche, des organisations comme OXFAM, Amnesty International, Greenpeace, CARE, Médecins sans frontières (MSF), Save the Children, CECI (Centre d'étude et de coopération internationale), qui opèrent et collaborent au-delà des frontières nationales sur des enjeux globaux comme l'environnement, la pauvreté, les droits humains, etc. participent de la société civile dite transnationale (OHCHR 2008).

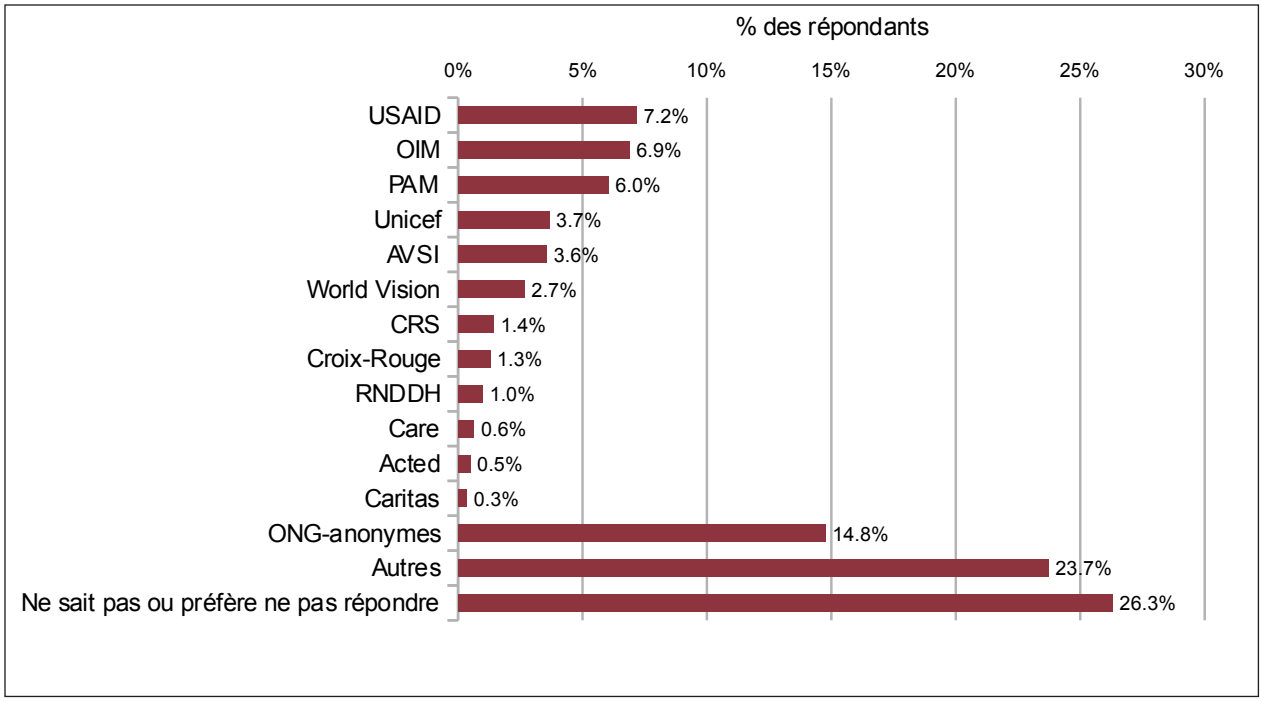

Figure 1. Quelles sont les OSC les plus connues de la population haïtienne?

Une faible implication de la population dans les OSC

La très grande majorité des Haïtiens (84%), davantage de femmes (42,7%) que d'hommes (41,5%), ne sont pas enclins à militer dans une OSC. Peu d'entre eux (16%) en sont donc membres. Parmi eux, il y a davantage d'hommes (9,4%) que de femmes (6,4%) à se déclarer membres d'une ou de plusieurs OSC.

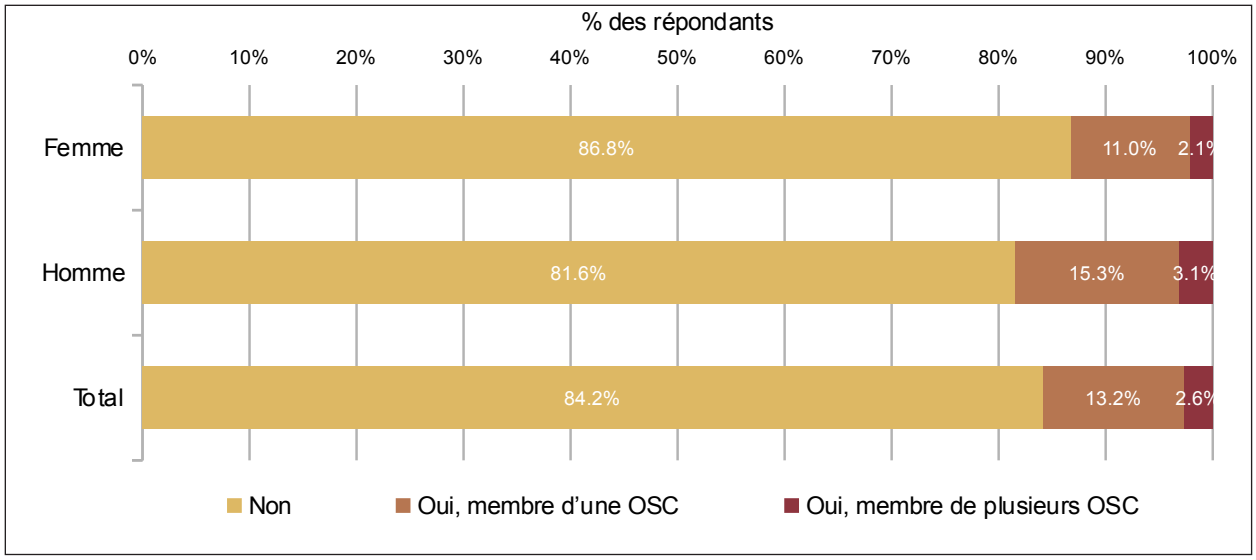

Figure 2. Répartition des répondant·es membres d'OSC selon le sexe

Le membrariat n'est pas distribué de manière uniforme à travers les dix départements géographiques. Comme on le constate à la Figure 3, le taux d'adhésion à une OSC semble plus fort dans les départements du Nord-Est (35%), du Centre (30%), de la Grand'Anse (28%), du Nord-Ouest (25%) et du Sud (24%). Les taux sont plus faibles dans les départements de l'Artibonite (6%), de l'Ouest (9%) et du Sud-Est (11%).

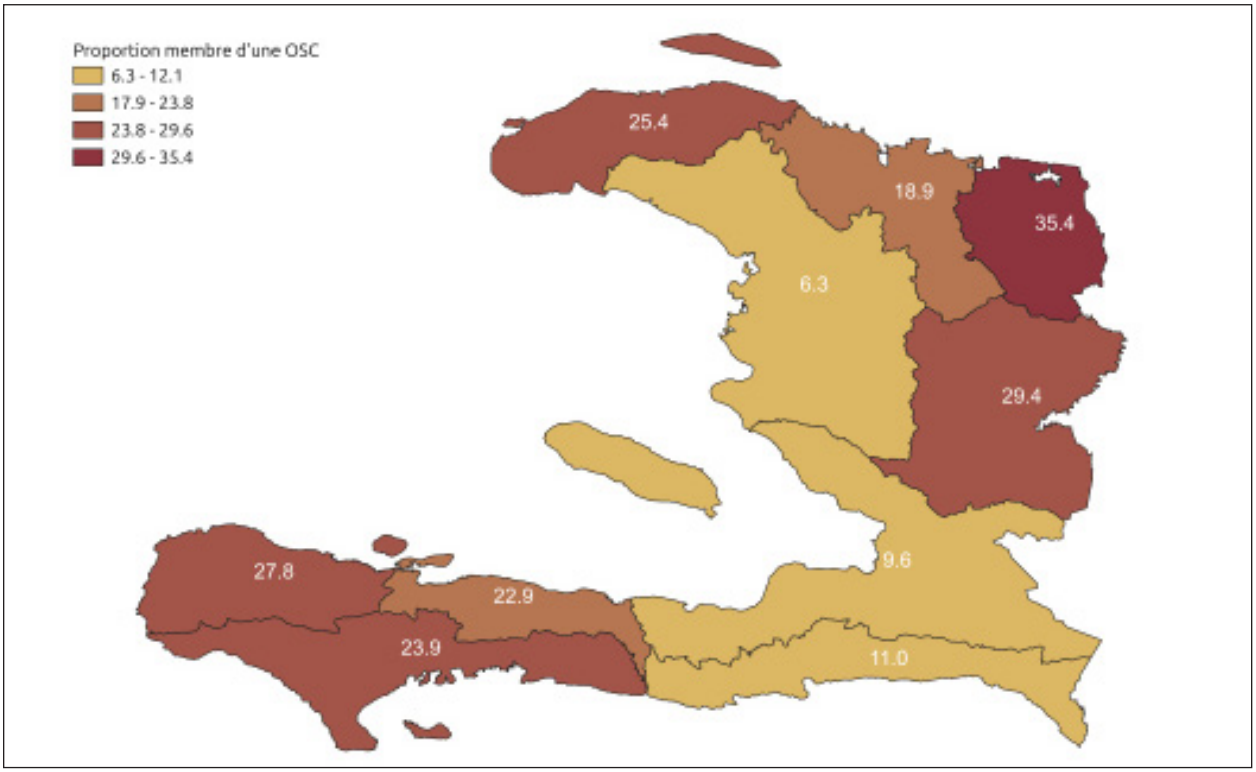

Figure 3. Carte – Membres des OSC par département

L'inclinaison à devenir membre d'une OSC ne semble pas varier selon le niveau de revenu des répondant·es. Elle varie plutôt selon le niveau de scolarité, mais cette relation n'est pas linéaire : les personnes ayant un niveau de scolarité moins élevé (Moins d'un primaire [25,2%]; moins d'une 9e année [21,6%]), mais aussi les personnes ayant le niveau de scolarité le plus élevé (Universitaire; 20.3%), étaient membres dans une plus grande proportion, comparativement à celles ayant complété une 9e année (18,4%) ou un diplôme professionnel ou technique (14,5%). Les personnes plus âgées ont mentionné plus souvent être membres d'une OSC. Le membrariat varie aussi selon l'état civil, les personnes mariées étant plus enclines à en être membres (21,6%), que les personnes séparées (15,6%) ou en union libre (14,2%). Les personnes célibataires étaient les moins enclines à adhérer à une OSC (13,2%).

Une faible utilisation des services des OSC

La majorité des répondant·es (66,4%), presqu'autant d'hommes (*n* = 616) que de femmes (*n* = 625), ont déclaré n'avoir jamais bénéficié des services d'une OSC. La proportion

grimpe à 81% dans l'Artibonite, 77% dans le Sud-Est et 70% dans le Nord-Ouest (Figure 4). Les taux le plus faibles se trouvent dans le Centre (43%) et dans le Sud (48%). Cela est peut-être dû à la présence de certaines organisations de grande notoriété comme Zanmi la sante dans le Plateau central (Centre) et l'Hôpital Lumière dit Hôpital Bonne Fin à Cavaillon (Sud).

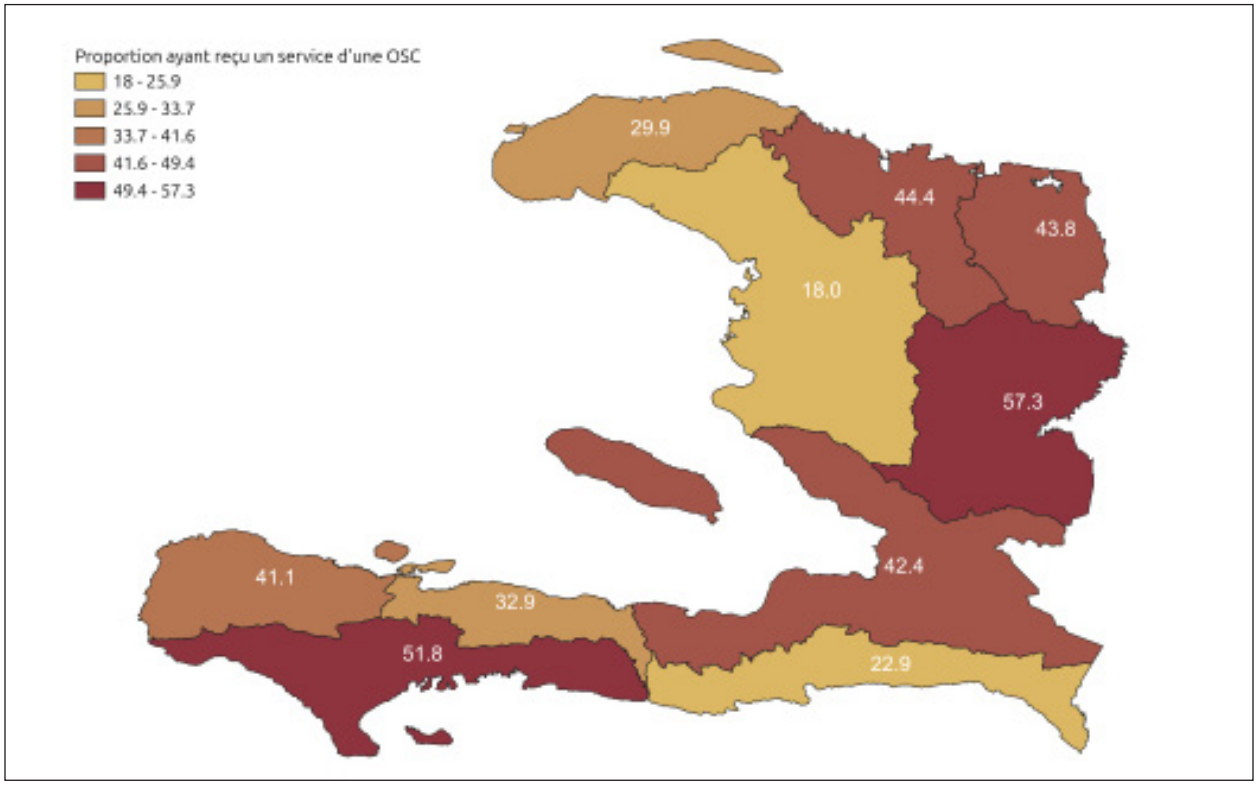

Figure 4. Carte - Bénéficiaires des services d'une OSC par département

Ces taux varient selon l'âge du répondant, les personnes plus âgées étant plus susceptibles de bénéficier des services d'une OSC. De manière générale, plus une personne est scolarisée, moins elle a recours aux services des OSC, mais on note tout de même une proportion importante de personnes ayant complété un diplôme technique ou professionnel qui utilisent ces services (45,9%). On observe une relation statistiquement significative entre l'état civil et l'utilisation de ces services : les personnes célibataires ont moins mentionné avoir bénéficié des services des OSC (33,6%) que les personnes ayant un autre statut civil. À l'opposé, les personnes en union libre en sont les plus grands bénéficiaires (42,1%). Ces taux d'utilisation ne sont pas associés au revenu.

Une faible participation aux activités organisées par les OSC

En Haïti, deux personnes sur trois (66%), quasiment autant de femmes (n = 663) que d'hommes (n = 666), ont déclaré n'avoir jamais participé à une activité organisée par une OSC. Celles qui y ont participé l'ont fait surtout une fois (21%). Peu d'entre elles (13%) ont participé plusieurs fois ou souvent à une de ces activités (Figure 5).

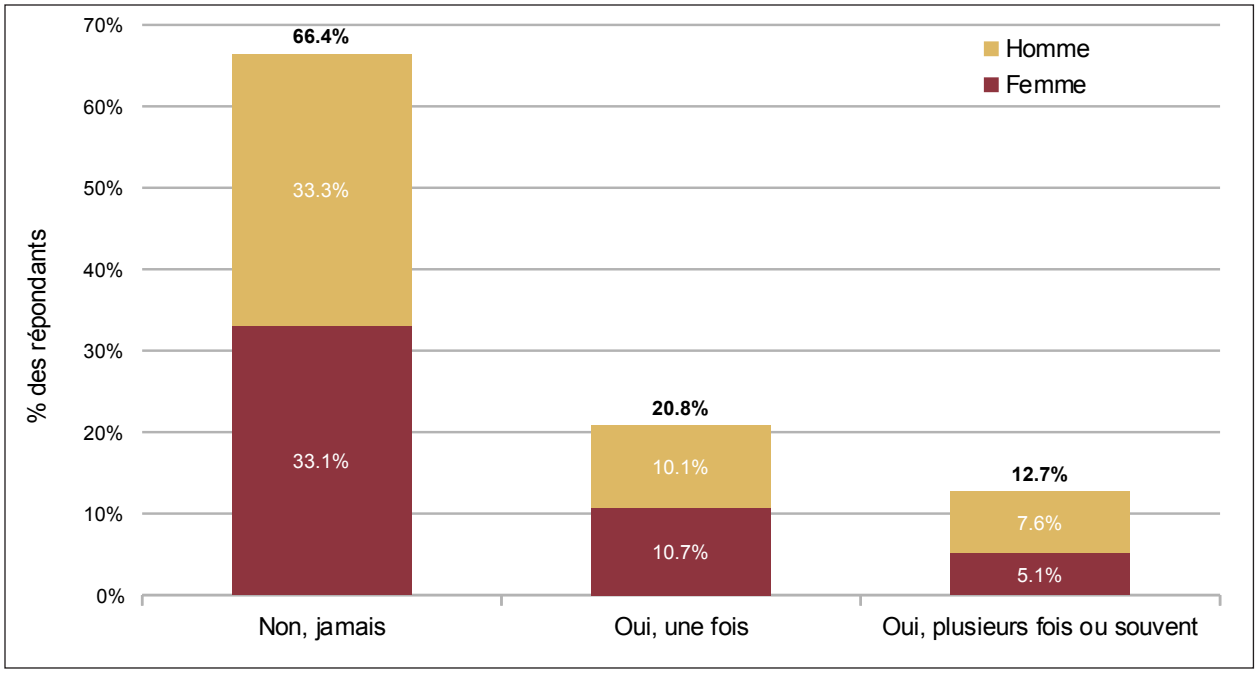

Figure 5. Participation aux activités organisées par les OSC selon le sexe

La Figure 6 présente le niveau de participation à une activité d'une OSC par département. Encore une fois, le taux de participation est moins élevé dans les Nippes (13%), le Sud-Est (15%) et l'Artibonite (17%). En revanche, il est plus élevé dans le Sud (48%), dans le Nord (44%) et dans le Nord-Ouest (43%).

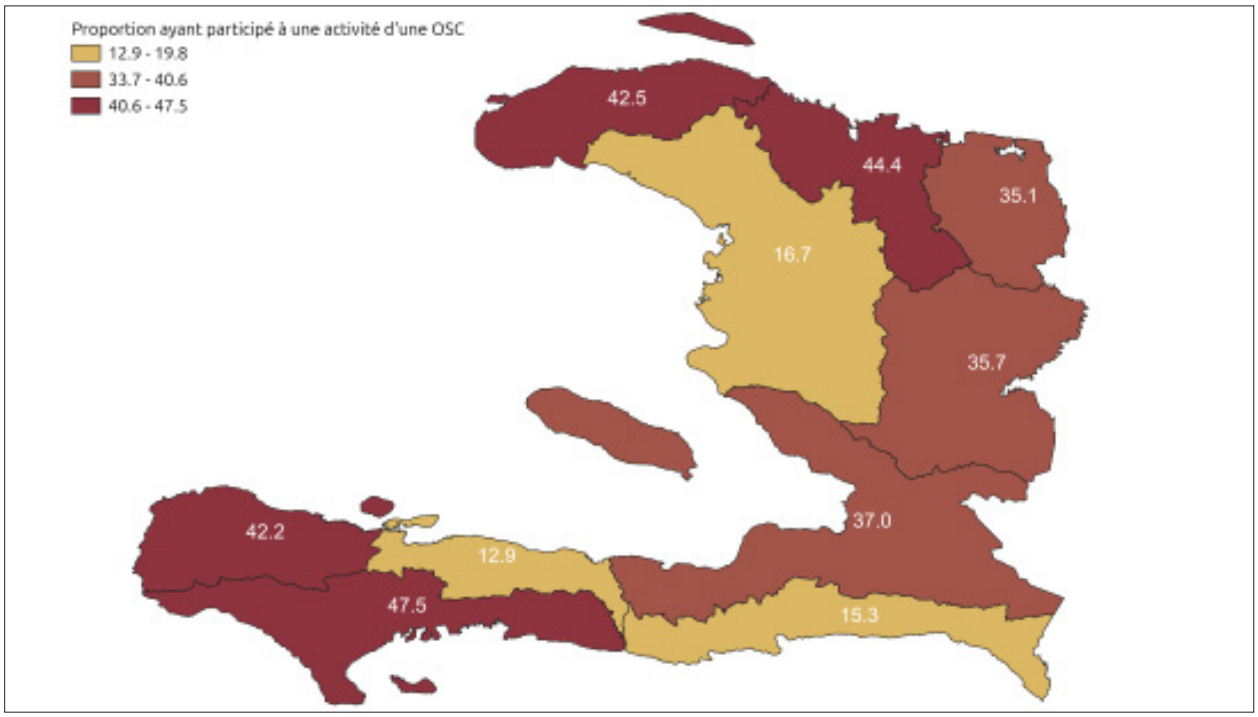

Figure 6. Carte - Participation à une activité d'une OSC par département

Le taux de participation varie selon les départements, l'âge des répondant·es (les répondants plus âgés ayant participé en plus grand nombre aux activités) et leur niveau de scolarité. Cette dernière relation n'est pas strictement linéaire, les proportions d'utilisation de service étant plus élevées chez les personnes à faible scolarité (40,0%), mais aussi chez celles ayant un diplôme professionnel ou technique (40,8%). Le taux de participation n'est toutefois pas associé au statut matrimonial ou au revenu.

Il est à noter que l'on retrouve une association forte entre ces différents indicateurs de participation aux OSC. Les personnes membres sont plus enclines à utiliser leurs services et à participer à leurs activités; et les personnes qui utilisent leurs services sont aussi plus enclines à participer à leurs activités.

Qu'est-ce qui pousse à participer aux OSC?

Pour résumer les résultats de cette première section, et pour contrôler de manière statistique l'effet des différents indicateurs, des modèles de régression sont présentés dans le but d'observer les caractéristiques individuelles (en contrôlant pour le département de résidence) qui influencent la participation aux OSC mesurée par le fait d'en être membre, de participer à leurs activités et d'utiliser leurs services. La Figure 7 présente les coefficients de ces modèle prédictifs, une valeur positive indique que la caractéristique augmente la probabilité de participation, alors qu'une valeur négative signale une diminution. Ces valeurs sont standardisées, permettant de les comparer entre elles : plus elles s'éloignent de zéro, plus leur valeur explicative est importante. La barre horizontale accompagnant chaque valeur représente l'intervalle de confiance de 95%. Si celle-ci chevauche le zéro, la relation n'est pas statistiquement significative, puisque nous ne sommes pas certains

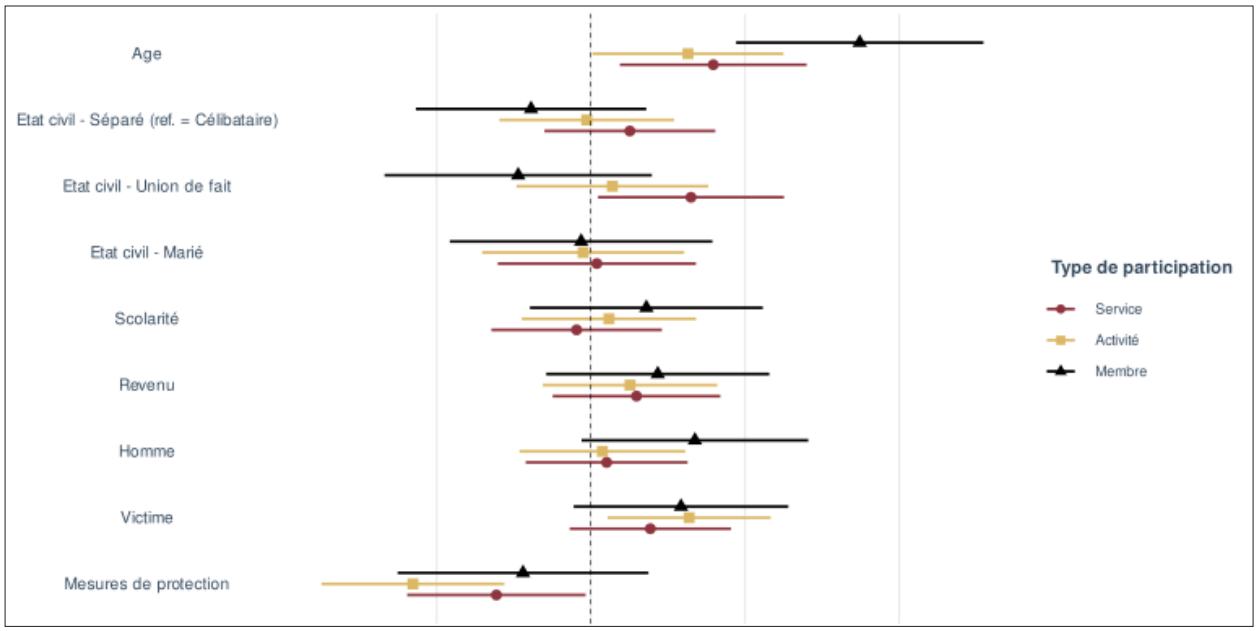

Figure 7. Prédicteurs de la participation aux OSC

à 95% que la relation n'est pas nulle[2].

Premièrement très peu de caractéristiques individuelles influencent significativement la participation aux OSC. Ni la scolarité, le revenu ou le sexe n'influencent la participation, celle-ci se distribuant de manière dispersée à travers ces catégories. D'autre part, l'âge influence systématiquement l'ensemble des indicateurs de participation, la participation étant plus élevée pour les personnes plus âgées. Pour l'état civil, la seule distinction qui demeure lorsque les autres caractéristiques des répondant·es sont prises en compte, est que ceux et celles ayant mentionné être en union de fait ont été plus nombreux à utiliser des services des OSC que les personnes ayant mentionné être célibataires. Les victimes ne sont ni plus ni moins enclines à être membres ou à utiliser les services des OSC, mais elles sont plus enclines à participer à leurs activités. Les personnes utilisant plus de mesures de protection, sont moins portées à participer aux activités et à utiliser des services des OSC.

L'âge est une caractéristique prédictive importante de la participation au OSC. La Figure 8 présente la probabilité de participer, de différente manière, à une OSC en fonction de l'âge, tout en contrôlant pour les autres caractéristiques. On observe une relation positive importante : les gens plus âgés ont une probabilité plus élevée de participer aux OSC, pour tout type de participation confondu.

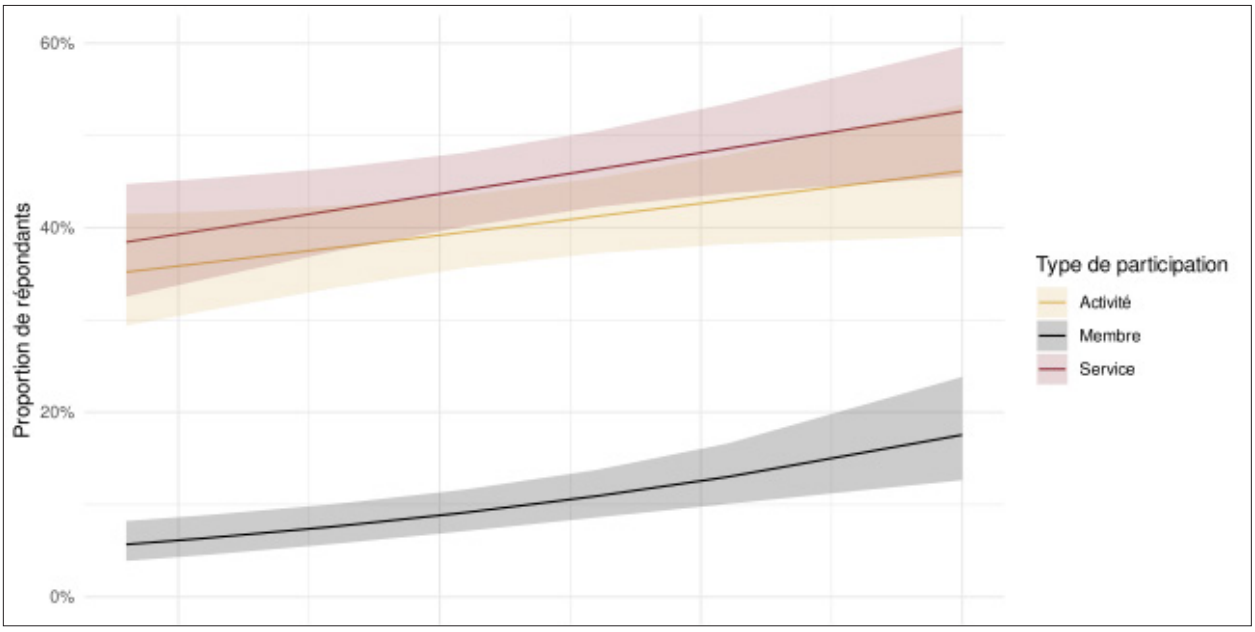

Figure 8. Probabilité de participation à une OSC en fonction de l'âge du répondant

2 Des effets quadratiques ont été testés, pour vérifier les effets non linéaires observés plus haut, mais aucun de ces effets ne s'est avéré significatif dans ces modèles multivariables.

Au-delà des caractéristiques sociodémographiques, le département de résidence est le facteur le plus influent de la participation au OSC. À lui seul, ce facteur représente entre 75% et 79% de la capacité explicative du modèle. La Figure 9 présente la probabilité d'être membre d'une OSC en fonction du département de résidence. Toutes choses étant égales par ailleurs, les tendances observées plus haut sont similaires.

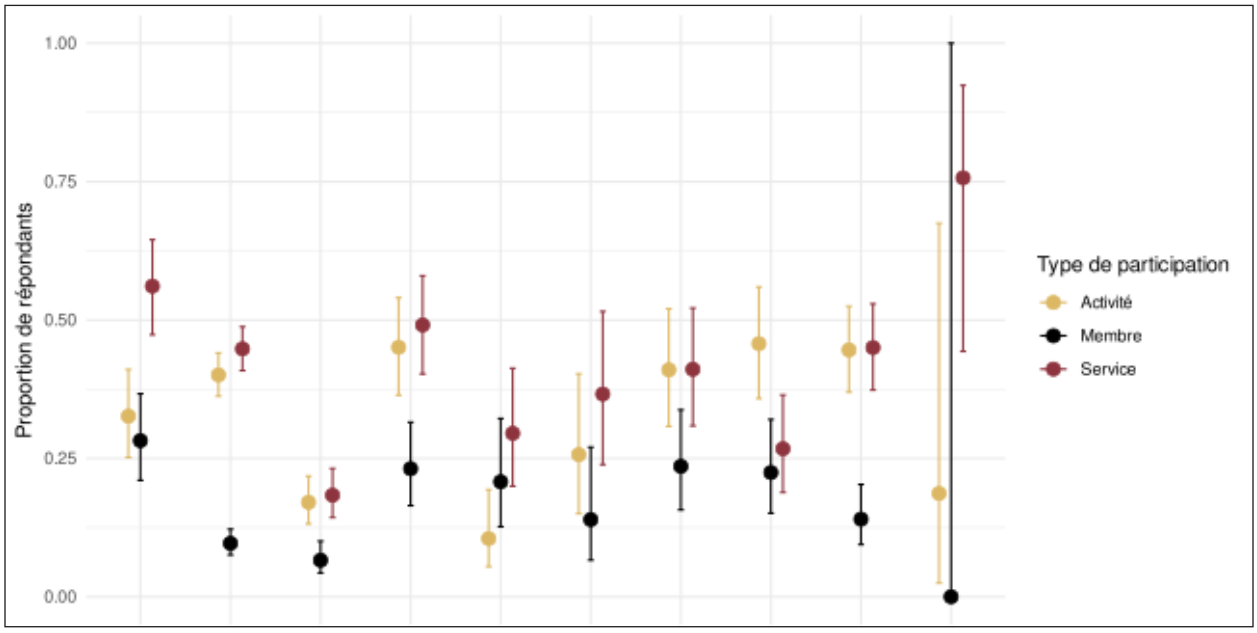

Figure 9. Probabilité d'être membre d'une OSC en fonction du département de résidence

SECTION 2. PERCEPTION GÉNÉRALE DES OSC

Ce sondage porte aussi sur la perception et l'appréciation de la population haïtienne de 18 ans et plus par rapport aux OSC en Haïti. Il comporte aussi des questions sur la perception du rôle des OSC dans la société, de leurs rapports avec les pouvoirs publics et la société et des attentes de la population à leur égard.

Une piètre opinion des OSC

D'une manière générale, la population adulte haïtienne n'a pas une haute **opinion** des OSC en Haïti, quel qu'en soit le type. Sur une échelle de 0 à 10, certains les ont notées entre 0 et 3 pour une opinion très négative, d'autres entre 4 et 7 pour une opinion mitigée et d'autres entre 8 et 10 pour une opinion très positive. Sur la base de cette échelle, seule une faible minorité des adultes, presque qu'autant de femmes que d'hommes, a une haute opinion des OSC. C'est le cas de 15% des adultes, des deux sexes, qui ont une appréciation très positive des ONG tandis que près de la moitié des adultes (45%) en ont une opinion très négative. L'appréciation est encore moindre à l'égard des barreaux d'avocats, des syndicats, chambres de commerce, des fondations, des associations et des groupes de base,

qui bénéficient respectivement de 3%, 4,3%, 5,8%, 6%, 7,4% d'opinion très favorable. À l'opposé, ce sont les fondations (49%) et les barreaux (52,5%) qui ont les taux les plus élevés de dépréciation parmi les adultes interrogés. Pour leur part, les groupes de base ont le taux de dépréciation le plus faible (38%).

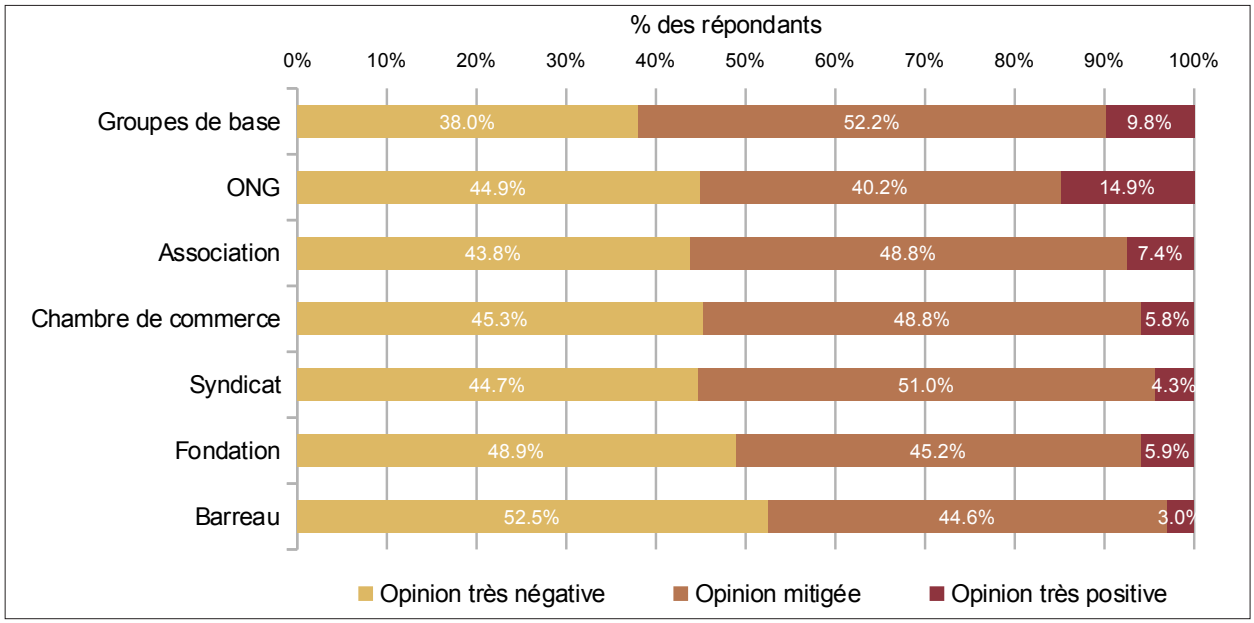

Figure 10. Appréciation générale par type d'OSC

Une appréciation variable des OSC

Selon que l'on considère les paramètres positifs ou négatifs, l'appréciation des OSC en Haïti semble varier significativement. En effet, deux indices composites variant de 0 à 5, l'un constitué de caractéristiques positives des OSC (utilité, crédibilité, caractère indispensable ou nécessaire, capacité d'écoute, de mobilisation et d'influence) et l'autre d'attributs négatifs (corruption, relation avec les gangs armés, tremplin politique, substitution de l'État, propriété privée des dirigeants) fournissent deux appréciations différentes des OSC. En effet, selon l'indice positif, 75% de la population, quasiment autant de femmes (752) que d'hommes (762) ont un avis favorable à propos des OSC. En revanche, en vertu de l'indice négatif, seuls 38% d'entre eux, 39% des hommes et 36% des femmes, en auraient une opinion favorable. Comme le montrent les deux cartes suivantes (Figure 11), la distribution géographique de l'appréciation générale varie aussi selon les deux indices. Tout porte à croire que les indices mesurent deux aspects différents, mais convergents de la perception générale des OSC.

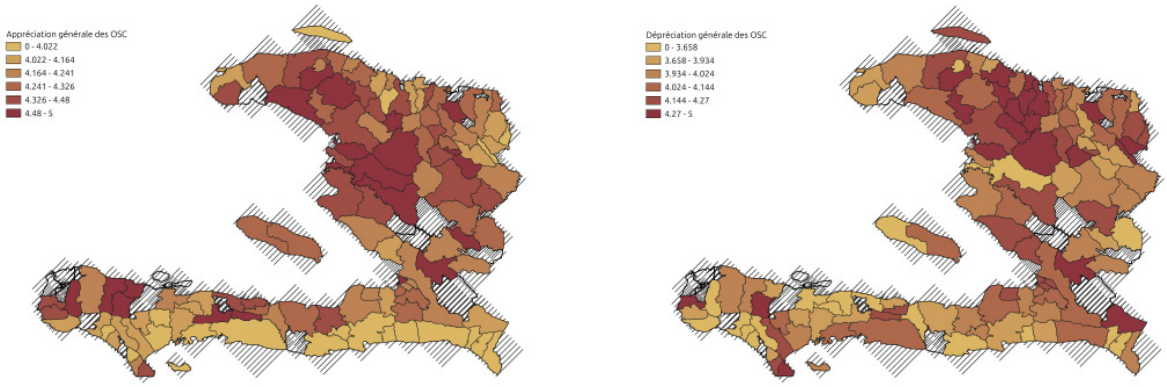

Figure 11. Cartes - Appréciation et dépréciation des OSC par commune

Déterminants sociaux de la perception des OSC

Pourquoi la population a-t-elle une si piètre opinion des OSC? Le sondage d'opinion fournit quelques éléments de réponse. Tout d'abord, près 9 personnes sur dix (89%), davantage d'hommes (793) que de femmes (726), pensent qu'il y a beaucoup de corruption dans la plupart des OSC. Ensuite, parce que 82% des personnes interrogées s'imaginent que les OSC ne sont qu'un tremplin politique pour leurs dirigeants. Pour plus de 8 personnes sur 10, les OSC sont la propriété privée de leurs dirigeants (81%) ou leur servent de source d'enrichissement (80%).

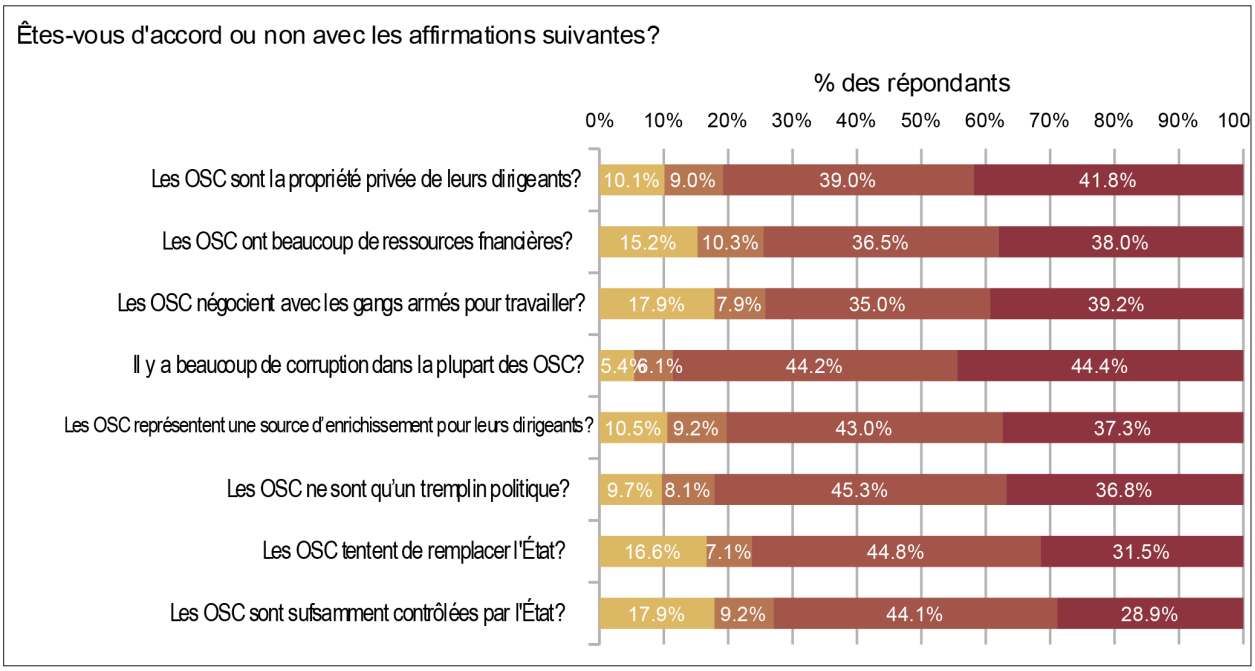

Figure 12. Distribution des indicateurs de la perception des OSC

Les OSC en Haïti sont mal perçues parce que près de trois quarts de la population pensent qu'elles négocient avec les gangs pour pouvoir opérer (74%). Environ une personne sur quatre croit que les OSC tentent de remplacer l'État quand elles interviennent dans des domaines publics comme l'éducation, la santé, les services sociaux, la justice, l'agriculture, etc. (24%). Dans tous ces cas, il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes.

Parce qu'un nombre important d'adultes (24%), 22% des hommes contre 25% des femmes, pensent que les OSC ne sont pas politiquement neutres. Cette perception varie selon le sexe, l'état civil, le niveau de scolarité, le revenu et le département de résidence.

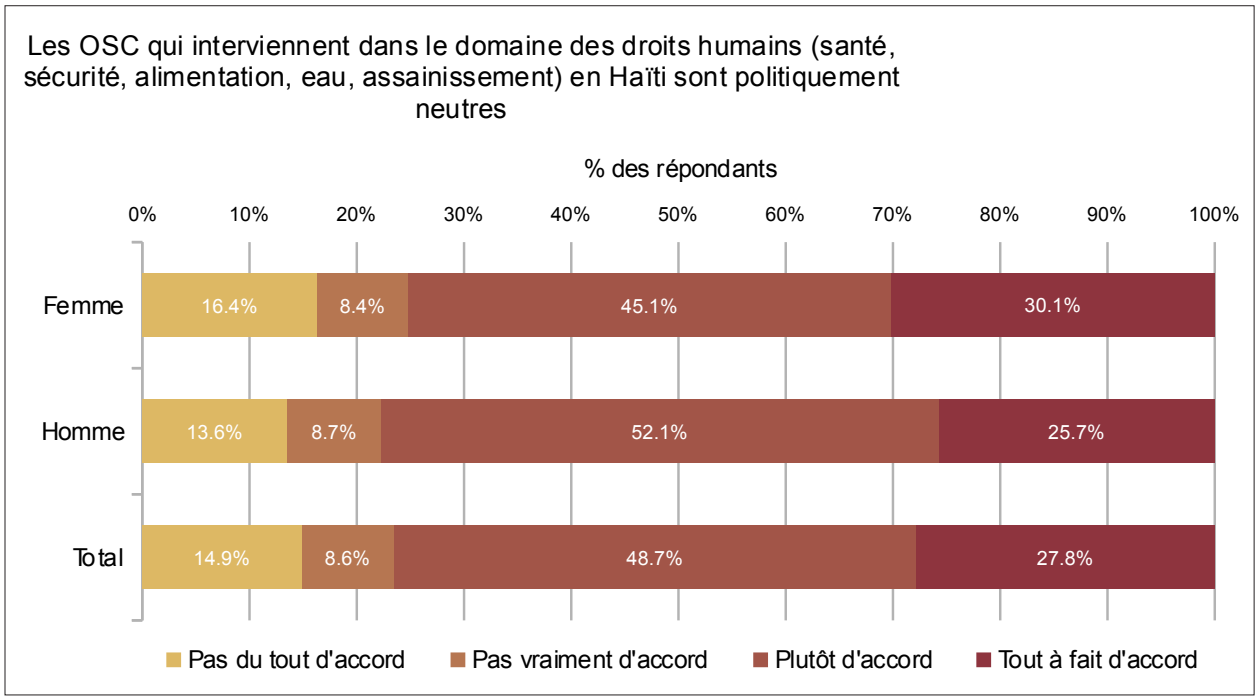

Figure 13. Distribution de la neutralité politique des OSC selon le sexe

Parce que 27% des répondant·es, presqu'autant de femmes (212) que d'hommes (251) ne pensent pas que les OSC soient suffisamment contrôlées par l'État. C'est dans le département du Centre (88%) et des Nippes (80%) que les gens sont plus susceptibles de trouver que les OSC sont suffisamment contrôlées par l'État. En revanche, les habitants des départements de la Grand'Anse (41%), du Nord (41%) et du Nord-Est (34%) étaient plutôt d'un avis contraire.

Enfin, parce que plus de la moitié des répondant·es ont déclaré que les OSC servent en premier lieu leurs propres intérêts (53%), bien avant ceux de la population, qu'il s'agisse des classes populaires (24%), de l'élite (14%) ou de la communauté internationale (7,5%).

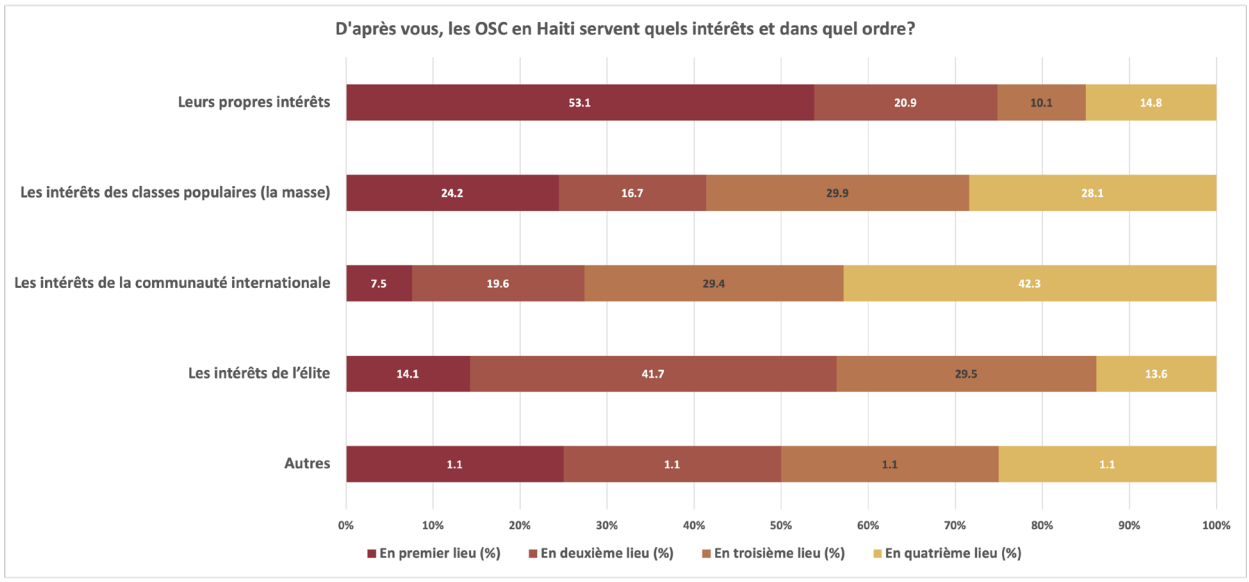

Figure 14. Distribution de la perception des intérêts principaux des OSC

Quels sont prédicteurs de la perception générale des OSC en Haïti?

Comme à la section précédente, cette partie sommaire vise à comprendre ce qui influence la perception (positive ou négative) qu'ont les répondantes des OSC, et ce, toutes choses étant égales par ailleurs. De la même façon que précédemment, les résultats du modèle de régression, cette fois linéaire, sont présentés sous forme de graphe, utilisant la même stratégie d'interprétation.

Une fois de plus, très peu de caractéristiques individuelles influencent significativement l'appréciation positive des OSC. Seuls le revenu et le niveau de scolarité semblent diminuer la probabilité d'avoir une appréciation positive des OSC. Ainsi, un plus grand revenu diminue la perception positive des OSC. Quant au niveau de scolarité, il fait baisser à la fois la perception positive et négative des OSC.

Le portrait change pour la dépréciation. En effet, le fait d'être membre d'une OSC ou d'avoir utilisé un de leur service diminue les chances d'avoir une perception négative des OSC. Toutefois, le fait d'avoir participé à une de leur activité semble augmenter cette perception négative. Le fait d'utiliser les mesures de protection diminue la perception négative des OSC. Ni l'âge, ni le statut civil, ni le sexe, n'influence la perception générale des OSC.

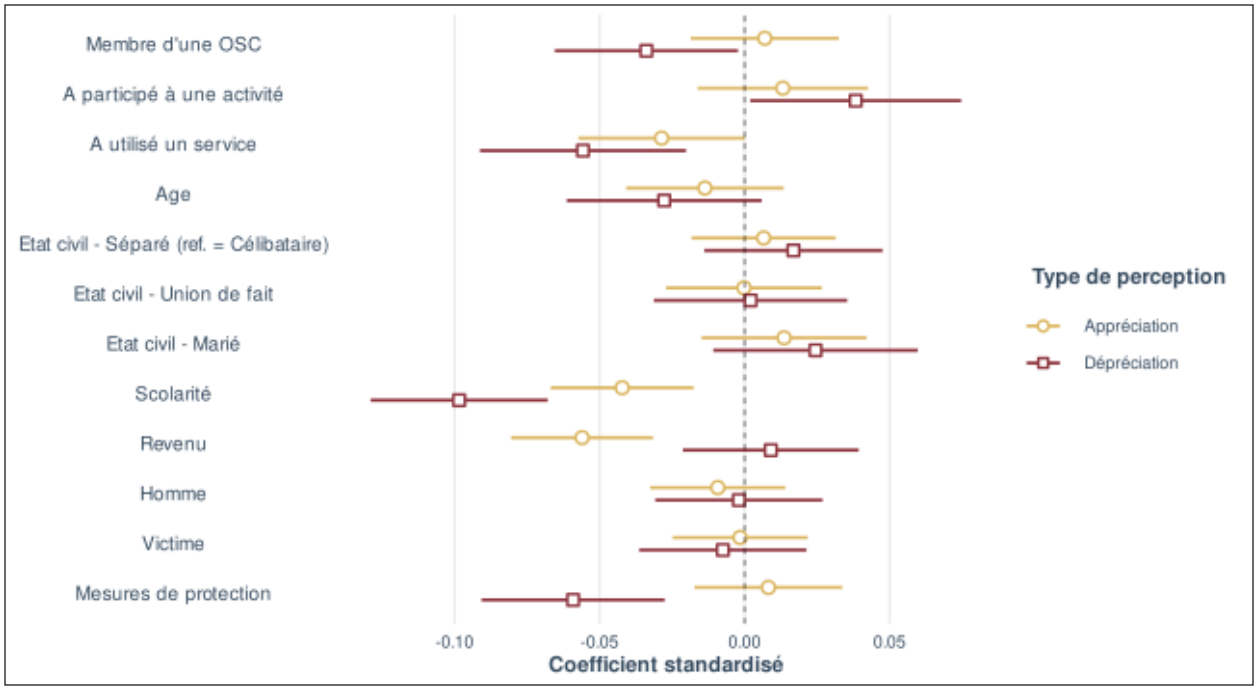

Figure 15. Prédicteur de l'appréciation, positive et négative, des OSC

Comme pour les modèles précédents, le département de résidence est le prédicteur le plus important de l'appréciation des OSC. La Figure 16 présente les valeurs à l'échelle de perception de l'appréciation et de la dépréciation, en fonction du département, toutes choses étant maintenues constantes.

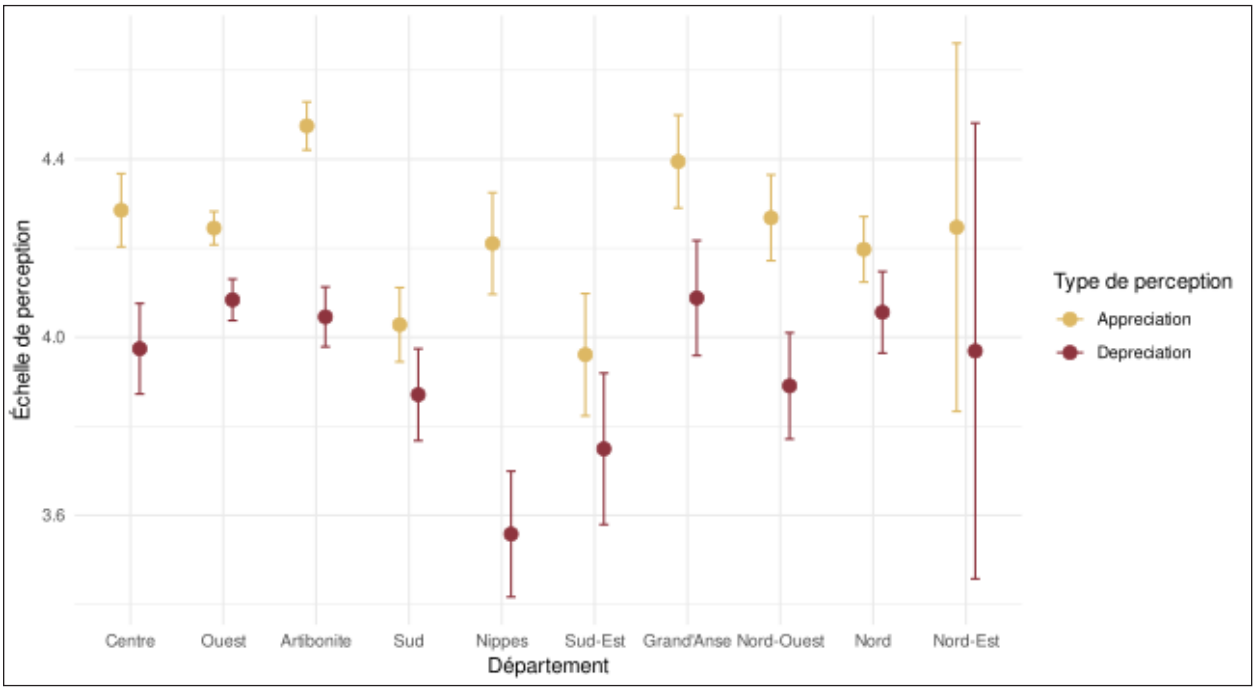

Figure 16. Appréciation et Dépréciation des OSC en fonction du département de résidence

SECTION 3. MAIS À QUOI SERVENT LES OSC EN HAÏTI?

Malgré cette opinion très négative, la population haïtienne semble nourrir de grandes attentes par rapport aux OSC.

Plus de quatre adultes sur cinq, presqu'autant de femmes que d'hommes disent que **les OSC sont indispensables** pour porter secours à la population (89%), porter les revendications des citoyens (88%) ou éclairer les débats publics (90%). Le ratio est légèrement plus bas lorsqu'il s'agit de défendre efficacement l'intérêt général (81,5%).

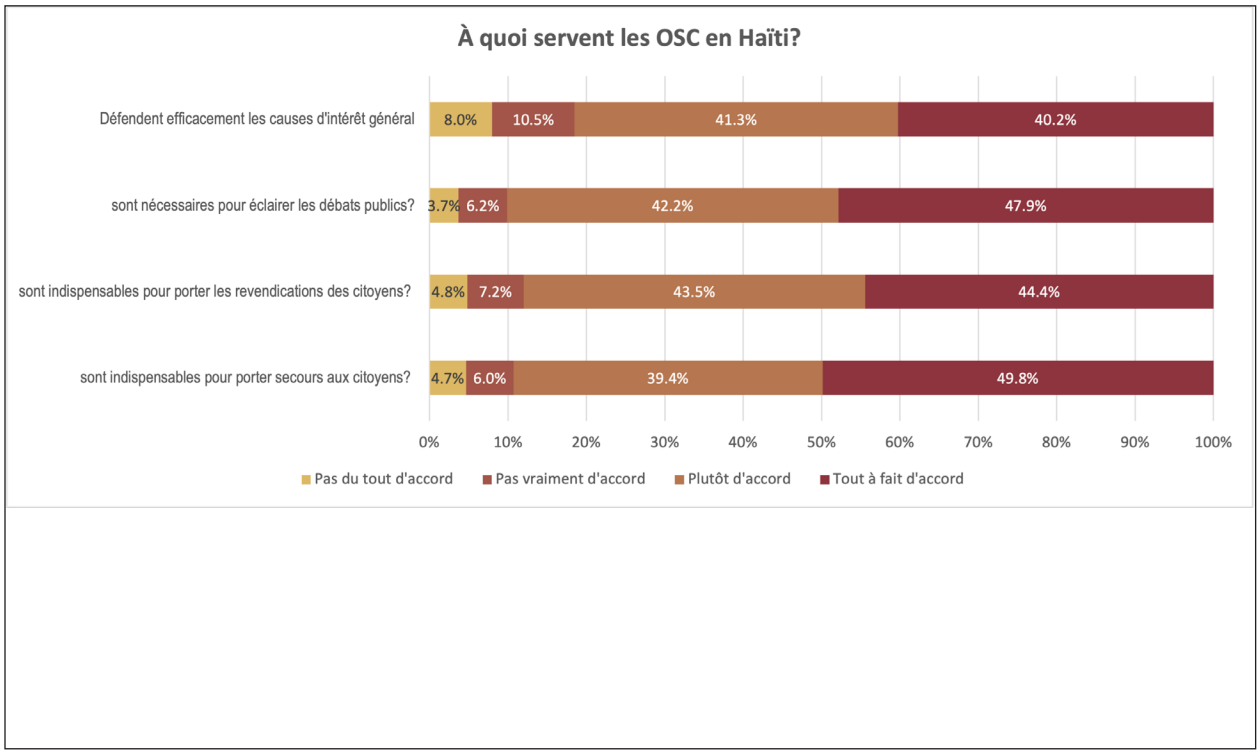

Figure 17. Perception de l'utilité des OSC

Des organisations utiles?

93% des adultes, presqu'autant de femmes (890) que d'hommes (906), pensent que les OSC sont **utiles** à la société haïtienne. Ce ratio varie selon l'état civil, le niveau de scolarité, le revenu et le département de résidence des répondant·es.

90% des adultes, indépendamment de leur sexe et de leur niveau de scolarité, pensent que la situation des droits humains en Haïti, incluant les droits sociaux, économiques et politiques (santé, sécurité, alimentation, eau, assainissement) aurait été pire qu'actuellement sans l'intervention des OSC. De même, 91,5% d'entre eux, presqu'autant de femmes (834) que d'hommes (883), sont d'avis que la situation des créateurs et des œuvres dans le secteur des arts et de la culture en Haïti aurait été pire qu'actuellement sans l'interven-

tion des OSC. Tout comme 94% des adultes, des deux sexes, ont déclaré que la situation des paysannes et des paysans en Haïti aurait été bien pire sans l'intervention des organisations paysannes.

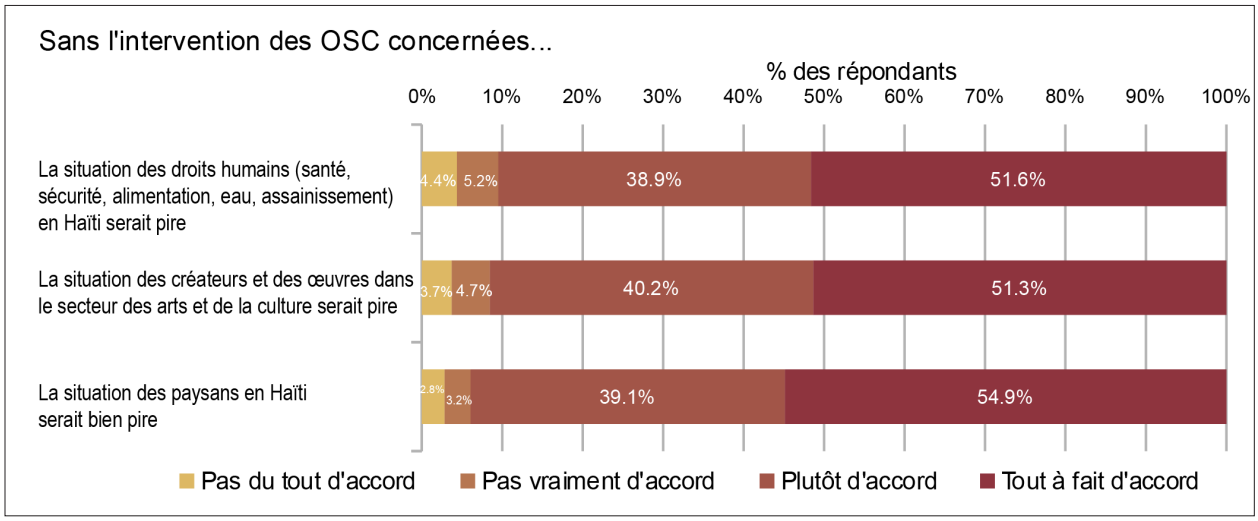

Figure 18. Perception de l'impact des OSC

Des organisations où placer sa confiance?

Comme le montre le graphe suivant, la plupart des personnes interrogées déclarent faire confiance aux OSC. 87% font confiance à celles qui interviennent dans le secteur des droits humains et 88% dans le milieu des arts et de la culture. Le taux monte à 91% pour les organisations paysannes qui interviennent dans le milieu rural haïtien. Il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes. La plupart du temps, les taux de confiance les plus élevés se trouvent aux deux extrémités de la distribution du revenu et de la scolarité.

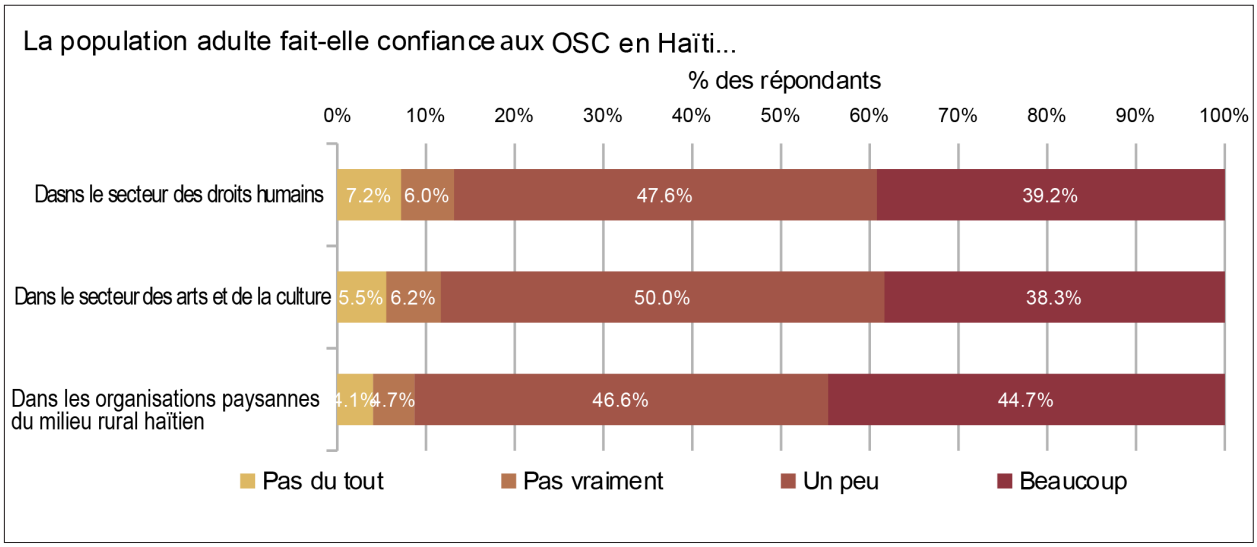

Figure 19. Perception du niveau de confiance de la population dans les OSC en Haïti selon le secteur d'intervention

Des organisations à l'écoute de la population?

La figure suivante montre que d'une manière générale, les personnes interrogées dans le cadre de ce sondage pensent que les OSC en Haïti sont **à l'écoute de la population**, incluant les jeunes. Plus de quatre adultes sur cinq (89%), presqu'autant de femmes (821) que d'hommes (865) pensent que les OSC sont l'écoute de la population. Ces taux varient selon le niveau de scolarité, le revenu et le département de résidence. Ils dépassent les 90% dans le Nord-Est (96%), l'Artibonite (94%), le Nord et le Nord-Ouest (92%).

De même, 89% des adultes, un peu moins de femmes (801) que d'hommes (872) sont d'avis que les OSC sont à l'écoute des paysans. Le taux le plus bas concerne l'écoute des jeunes. 87% des adultes, indépendamment de leur sexe et de leur état civil, reconnaissent que les OSC sont à l'écoute des jeunes. On a constaté une relation statistiquement significative entre le revenu mensuel, le département de résidence et cette opinion.

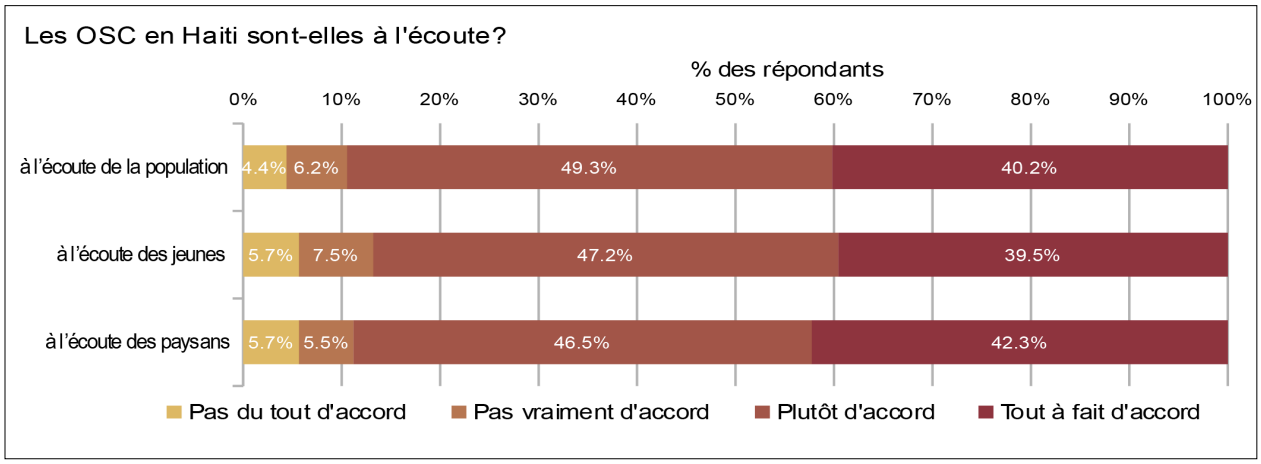

Figure 20. Perception du niveau d'écoute des OSC

Des organisations aux capacités reconnues, mais limitées?

La très grande majorité de la population adulte a foi dans les capacités des OSC. Plus de quatre personnes sur cinq, un peu plus d'hommes (826) que de femmes (777) pensent que les OSC sont **capables de mobiliser la société**. 84,5% des adultes, un peu moins de femmes (706) que d'hommes (764), ont déclaré que les OSC sont capables **d'influencer** les autorités de l'État.

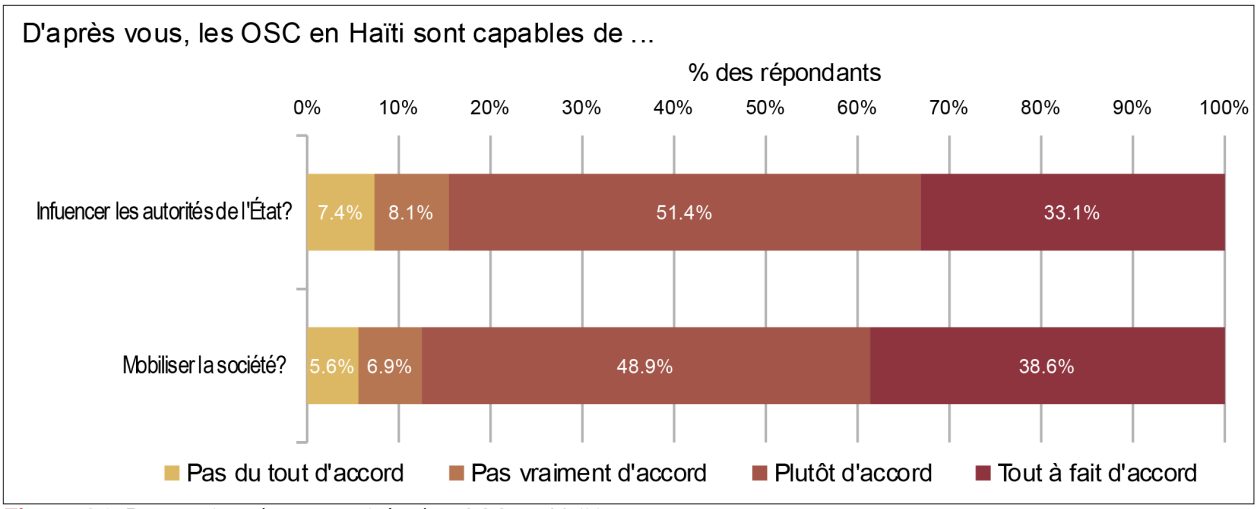

Figure 21. Perception des capacités des OSC en Haïti

Cependant, cette foi varie en fonction des problèmes en présence. Le graphe suivant montre qu'environ un tiers des adultes pensent que les OSC sont incapables de résoudre les problèmes d'impunité et d'injustice (34,6%), d'insécurité (30%) et de démocratie (33%) et de corruption (29%). A l'inverse, plus de 8 personnes sur 10 affirment que les OSC sont capables de résoudre les problèmes de santé de la population (82,4%), d'exclusion des populations marginalisées (82%), de pauvreté (81,6%) et de dégradation du système éducatif (81%).

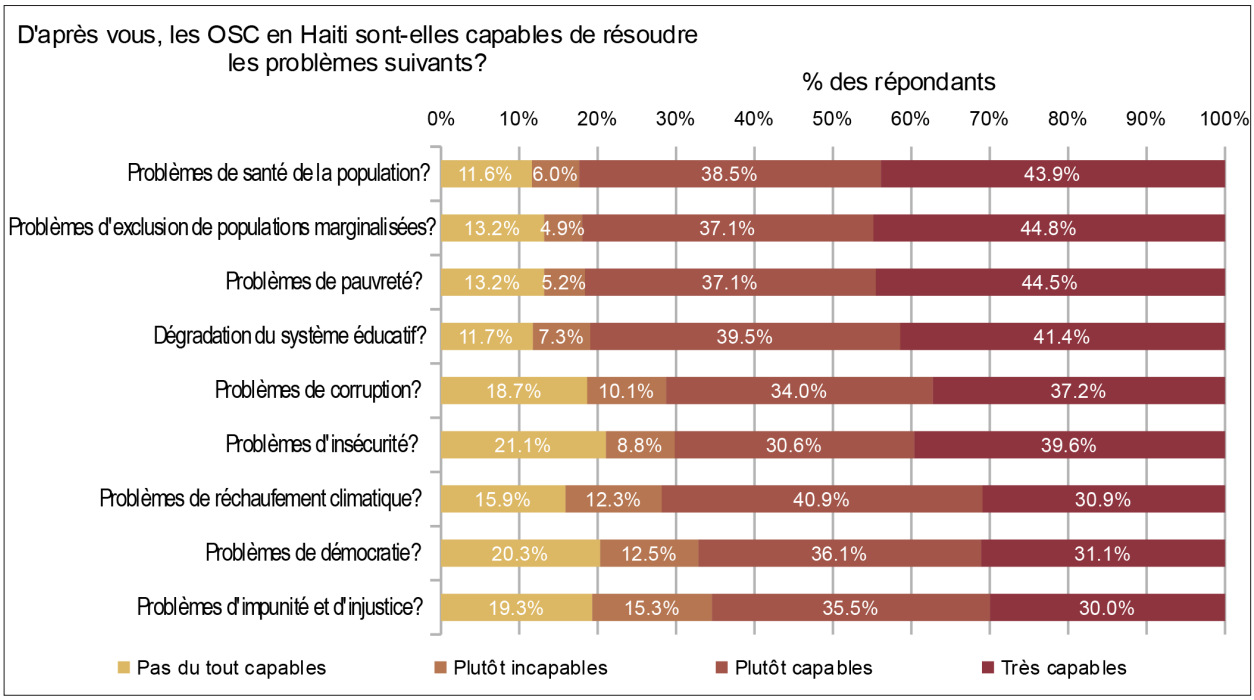

Figure 22. Perception des capacités des OSC à résoudre des problèmes en Haïti

La plupart du temps, cette opinion varie en fonction de l'état civil des répondant·es et du département de résidence. La carte suivante montre une géographique variable de la perception des capacités des OSC à résoudre les problèmes.

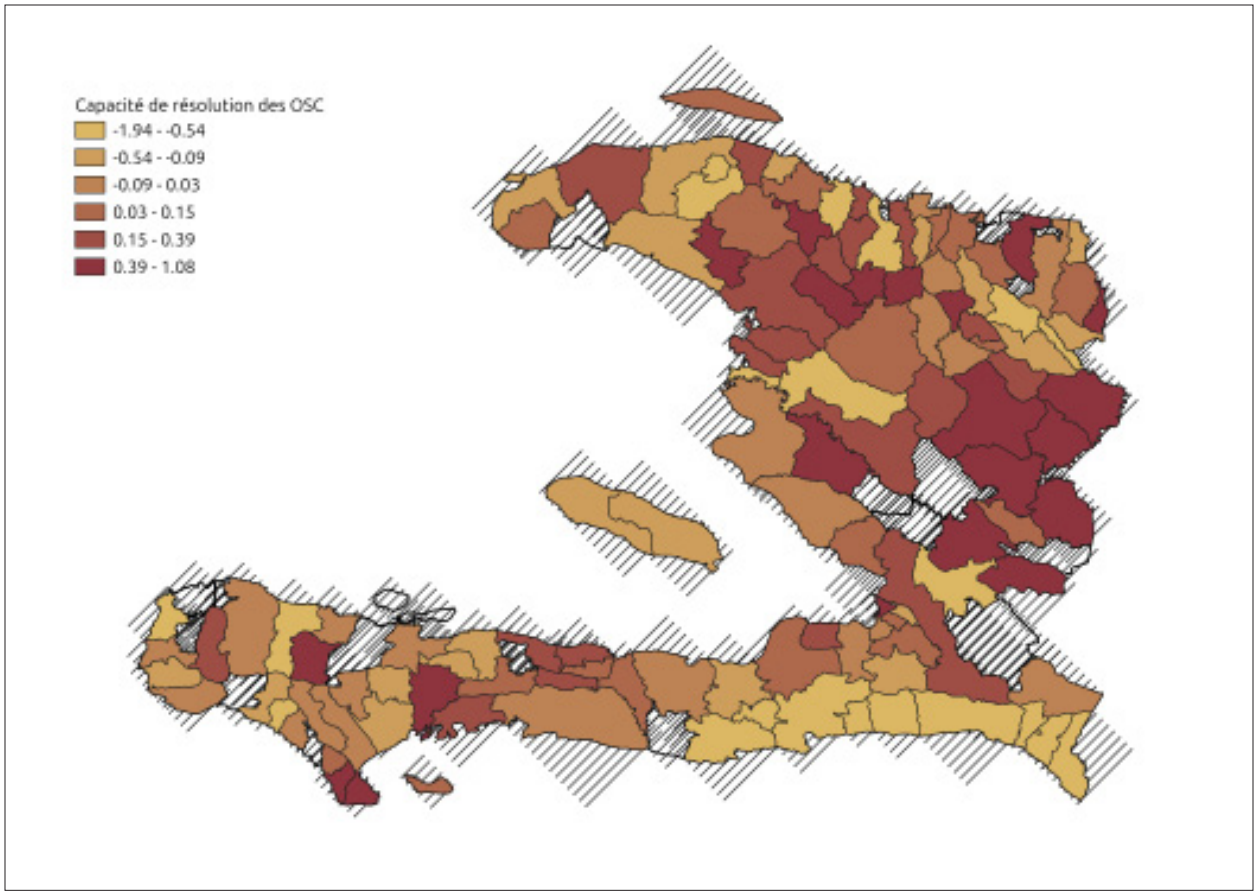

Figure 23. Carte – Perception des capacités des OSC à résoudre des problèmes par commune

PERSPECTIVES

Les données du sondage lèvent le voile sur un aspect de l'inscription sociale des organisations de la société civile en Haïti. Elles montrent que les OSC s'adressent surtout à environ un tiers de la population, à la fois comme membres, participant·es ou bénéficiaires de leurs services. Autrement dit, plus de la moitié de la population n'est ni touchée ni impactée par leurs interventions.

Les données relatives à l'appréciation des OSC mettent en relief une dialectique de méfiance et de grandes attentes envers ces organisations. Dans le contexte actuel de crises multiples, la population comprend le rôle essentiel que les OSC devraient jouer en tant qu'intermédiaires entre l'État et les citoyen·nes, en tant que porteuses d'un projet alternatif de société fondée sur une gouvernance démocratique, la promotion des droits humains et l'inclusion sociale. Mais elle est également consciente de leur défaut de légitimité, de crédibilité et d'indépendance.

Certes, certaines OSC continuent de combler des vides institutionnels en fournissant des services essentiels à la population (santé, éducation, aide humanitaire, développement économique). Elles facilitent l'entraide, maintiennent des liens sociaux, mobilisent des voix et leur offrent des canaux d'expression citoyenne (Schuller 2017, Hedlund 2010). Elles semblent néanmoins fragilisées par des scandales, des accusations de corruption, des critiques d'inefficacité, un manque de trans-

parence et une perception de « capture » par des élites ou des financements étrangers (Klitgaard 2010).

Les défauts reconnus aux OSC (corruption, relation avec les gangs, dépendance, inefficacité, vénalité) n'ont point dissimulé leur fort potentiel à l'attention de la population. Celle-ci reste persuadée que la société civile haïtienne peut grandement contribuer à résoudre certains de leurs problèmes séculaires. C'est pourquoi la quasi-totalité de la population pense qu'il serait utile que les OSC prennent position sur un certain nombre de sujets d'intérêt commun. Les enjeux qui suscitent l'adhésion la plus forte sont : la lutte contre l'insécurité (81%), la lutte contre la pauvreté (75%) et la lutte contre l'insécurité alimentaire (74%).

De même, près de la moitié de population (48%) pense que les pouvoirs publics devraient être très souvent (36%) ou parfois (11%) à l'écoute des OSC. Toutefois, l'importance accordée aux OSC n'est pas synonyme d'une déresponsabilisation de l'État. Environ une personne sur deux (46%) a déclaré que les revendications et propositions des OSC en Haïti devraient s'adresser prioritairement à l'État (46%). Le taux baisse à 35% quand le public cible est la population. Seule une minorité marginale pense que le premier public cible des OSC devrait être les ONG (7,5%), le parlement (2%), la communauté internationale (2%) ou les Nations Unies (1%). Les taux ne varient pas significativement entre les hommes et les femmes. Même en deuxième lieu, une personne sur cinq pense que le public cible des revendications et propositions des OSC devrait être le parlement (24%), l'État (21,5%) ou les ONG (21,6%). Les taux pour les Nations Unies (2,2%) et la communauté internationale (3,2%) restent marginaux. C'est en dernier lieu qu'une proportion importante des adultes interrogés considère que la communauté internationale (30%) peut être le public cible des OSC.

Toutes ces données confirment que, la société civile haïtienne se trouve au cœur d'une tension fondamentale : d'une part, elle est une source indispensable de résilience, d'aide humanitaire et de contre-pouvoir face à l'effondrement de la gouvernance et aux crises humanitaire et sécuritaire ; d'autre part, elle est affaiblie par une dépendance structurelle aux financements étrangers et des mécanismes d'instrumentalisation qui favorisent une élite ayant le contrôle de l'espace associatif et s'inscrivant dans une relation asymétrique avec les catégories sociales populaires.

Du point de vue de la population, la société civile haïtienne peut encore représenter un élément clé de stabilisation et de reconstruction si on l'appuie intelligemment, c'est-à-dire avec des exigences accrues de redevabilité (conseils d'administration, assemblée générale, comptes publics, audits externes, comités locaux de suivi), des financements flexibles et durables (financement pluriannuel, direct, renforcement institutionnel durable, financement dédié aux projets de moyen et long terme), une meilleure coordination (réduction des duplications et des effets de fragmentation) et des garanties de protection. Pour que ses perspectives politiques et sociales se concrétisent, il est impératif d'investir dans un soutien endogène et inclusif, permettant aux acteurs de base, y compris la jeunesse, de prendre le contrôle de leur propre destin.

Bibliographie

Bell, B. (2013). *Fault Lines: Views across Haiti's Divide*. Cornell University Press.

Béroud, S., Le Crom, J.-P. et Yon, K. (2012), Représentativités syndicales, représentativités patronales. Règles juridiques et pratiques sociales. Introduction, *Travail et Emploi*, Vol. 131 :5-22. URL : http:// travailemploi.revues.org/5729

CIVICUS (2021). *Le pouvoir du peuple sous attaque2021 Un rapport basé sur les données du CIVICUS Monitor.* https://civicus.contentfiles.net/media/assets/file/Rapport2021FR.pdf

CIVICUS (2023). *Rapport sur l'état de la société civile 2023*. [En ligne] : https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2023/state-of-civil-society-report-2023_fr.pdf

Cochran, WG (1963). Sampling Techniques, 2nd Ed., New York: John Wiley and Sons.

Corten, André (1998 [2005]). Société civile de la misère, *Chemins critiques : Revue haïtiano-caraïbéenne*, 4(1) :7-30 : http://classiques.uqac.ca/contemporains/corten_andre/societe_civile_de_la_misere/societe_civile_de_la_misere_texte.html

Dorvilier, F. (2007). Apprentissage organisationnel et dynamique de développement local en Haïti : proposition d'une intelligibilité en termes de production d'un nouvel ordre territorial. Université catholique de Louvain. https://pul.uclouvain.be/book/?GCOI=29303100304570

Dubuisson, D. (2021). We Know How to Work Together": Konbit, Protest, and the Rejection of INGO Bureaucratic Dominance. *Journal of Haitian Studies, 26(*53):80-. https://www.semanticscholar.org/paper/%22We-Know-How-to-Work-Together%22%3A-Konbit%2C-Protest%2C-of-Dubuisson/8d5f30f24abe25487b2a66849859850680bd4fed

Dupuy, A. (2024). *Haiti since 1804: Critical perspectives on class, power, and gender*. Bloomsbury Publishing PLC.

Edouard, R. et Saulnier, M.-S. (2023). *Diagnostic local de sécurité à Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles*. Montréal, Observatoire québécois des inégalités. https://observatoiredesinegalites.com/wp-content/uploads/2024/11/RDP-PAT-Version-longue.pdf

Ernoult, N. et Loumou, C. L. (2024). Vers des organisations de la société civile plus indépendantes ? Revue internationale et stratégique, 134(2), 137-144. https://doi.org/10.3917/ris.134.0137

Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Lynne Rienner Publishers.

Fort, Julie et Scheftel, Heye (2009). *Les bailleurs de fonds et la société civile en Haïti. Quatre bailleurs dans le contexte d'un État fragile : ACDI, AECID, Coopération allemande, UE*, Paris Sciences Po, http://www2.institut-gouvernance.org/IMG/pdf/Atelier_AFD_-_note_HAITI_-_Final.pdf

Habermas J. (1988). *L'espace public*, Paris, éd. Payot.

Habib, R. A. S. A. (2024). Evaluating the effectiveness of civil society organizations in achieving social protection for women in debt. *The journal Future of Social Sciences*, *18*(6), 93-158. https://fjssj.journals.ekb.eg/article_442968.html?lang=en

Hall, M. et al (2005). The Canadian nonprofit and voluntary sector in comparative perspective, *Imagine Canada*. http://sectorsource.ca/sites/default/files/resources/files/jhu_report_en.pdf .

Hedlund, K. (2010). *Strength in Numbers: A Review of NGO Coordination in the Field. Case Study: Haiti*. ICVA. https://www.icvanetwork.org/uploads/2022/04/Case-Study-ICVA-Strength-in-Numbers-A-Review-of-NGO-Coordination-in-the-Field-Haiti-2010.pdf

Klitgaard, R. (2010). *Addressing Corruption in Haiti: Reconstruction and Development Strategies*, American Enterprise Institute. United States of America. Retrieved from https://coilink.org/20.500.12592/716nb8 on 13 Oct 2025. COI: 20.500.12592/716nb8.

Levin, A. S. (1995). Civil society and democratization in Haiti. *Emory Int'l L. Rev.*, *9*, 389.

HCDH (Haut-Commissariat aux droits de l'homme) (2008). *Travailler avec le programme des Nations Unies pour les droits de l'homme : Un manuel pour la société civile*. New York et Genève. https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/AboutUs/CivilSociety/Intro_fr.pdf

Philippe, M. et Joseph, A. P.-P. (2012). *La Société civile en Haïti aujourd'hui : quelles perspectives?* **:** https://www.academia.edu/36611447/La_Soci%C3%A9t%C3%A9_civile_en_Ha%C3%AFti_aujourdhui_quelles_perspectives

McCown, K. (1993). *Silencing a people: the destruction of civil society in Haiti*. Human Rights Watch.

Noble, J. (2016). L'insécurité personnelle et ses variations : pour une analyse dispositionnelle. *Déviance et Société*, 40, 251-272. https://doi.org/10.3917/ds.403.0251

Pierre, A., Cambron et O. Olibri (2018). Haïti, catastrophes meurtrières et construction de la société civile : Place et rôle des ONG internationales? *Chantiers, Revue des Sciences Humaines & Sociales de l'Université d'État d'Haïti, 43-76*. https://www.anthropolitics.org/wp-content/uploads/2021/08/Chantiers-v-4.pdf#page=43

Pierre, S. K. (2022). Gouverner l'espace associatif par l'instrumentation participative: société civile, participation et citoyenneté en Haïti. *Revue Temporalités et sociétés*, *1*(1-2), 7-44.

Pierre-Louis, Josué (2019). « La participation de la société civile à une réforme administrative : l'expérience du Programme de Modernisation de l'État PME2023 en cours en Haïti », Revue internationale des francophonies, vol. 5. [En ligne] : https://publicationsprairial.fr/rif/index.php?id=903

Pirotte, G. (2012). Étudier les sociétés civiles dans le contexte du nouveau paradigme de l'aide internationale. *Mondes en développement*, 159(3), 11-28. https://doi.org/10.3917/med.159.0011

Roht-Arriaza, N. (2002). Civil society in processes of accountability. In *Post-Conflict Justice* (pp. 97-114).

Saint Paul, Jean Eddy (2012). « La société civile haïtienne à l'épreuve d'une crise humanitaire », Dans Jean-Daniel Rainhorn. *Haïti, réinventer l'avenir.* **Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 149-160.** [En ligne] : http://books.openedition.org/editionsmsh/8337

Schuberth, M. (2016). Growing the grassroots or backing bandits? Dilemmas of donor support for Haiti's (un) civil society. *Journal of Peacebuilding & Development*, *11*(1), 93-98.

Schuller, M. (2017). Haiti's 'Republic of NGOs', *Current History*, 116(787), 68–73. https://www.jstor.org/stable/48614231

Schuller, M. (2007). Seeing like a Failed NGO: Globalization's Impacts on State and Civil Society in Haiti. *PoLAR*, *30*, 67.

Schuller, M. (2012). *Killing With Kindness: Haiti, International Aid, and NGOs*. Rutgers University Press.

Sibony, D. (2016). La société civile : deux perspectives d'analyse. *Sciences & Actions Sociales,* 4(2), 10-30. https://doi.org/10.3917/sas.004.0010.

Smucker, G. R., White, T. A., & Bannister, M. (2000). *Land Tenure and the Adoption of Agricultural Technology in Haiti*. USAID Haiti.

Sylvestre, N. (2007), *Cartographie des Organisations de la Société Civile en Haïti. Banque Interaméricaine de Développement* : Port-au-Prince.

Thomas, F. (2018). Haïti: Le cercle vicieux de la vulnérabilité. *Cetri–Centre Tricontinental*, 1-3. https://cetri.be/IMG/pdf/le_cercle_vicieux_de_la_vulnerabilite_-_ft.pdf

Trouillot, M.-R. (1996). Démocratie et société civile, *in* Hurbon, Laënnec (sous la direction de), *Les transitions démocratiques. Actes du colloque international de Port-au-Prince, Haïti*. Paris, Syros, pp. 225-231.

Vielajus, Martin (dir.) (2009). *La société civile mondiale à l'épreuve du réel.* Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, [En ligne] : https://docs.eclm.fr/pdf_livre/336SocieteCivileMondiale.pdf

Wisner, S., & Concannon, B. (2023). Debt and Dependence: Foreign Interference in Haiti and the Importance of Non-State Actor Accountability. *Nw. UJ Int'l Hum. Rts.*, *21*, 185. https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/jihr21&div=8&id=&page=

Annexes

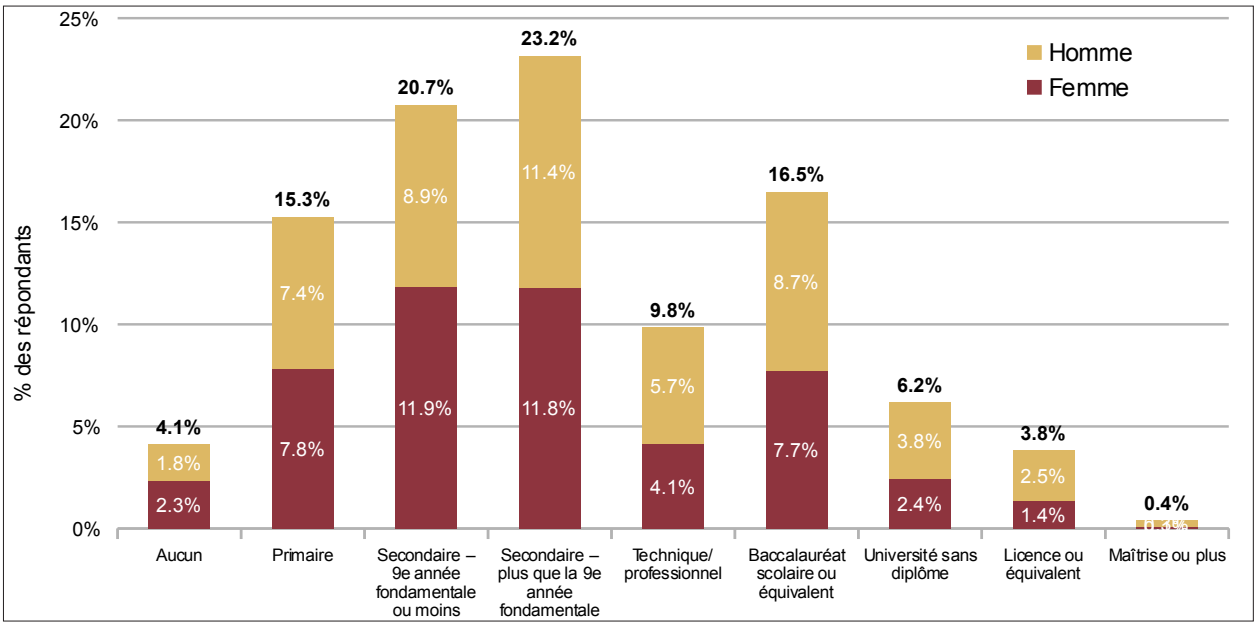

Figure A.1 Distribution des répondants selon le niveau de scolarité et le sexe

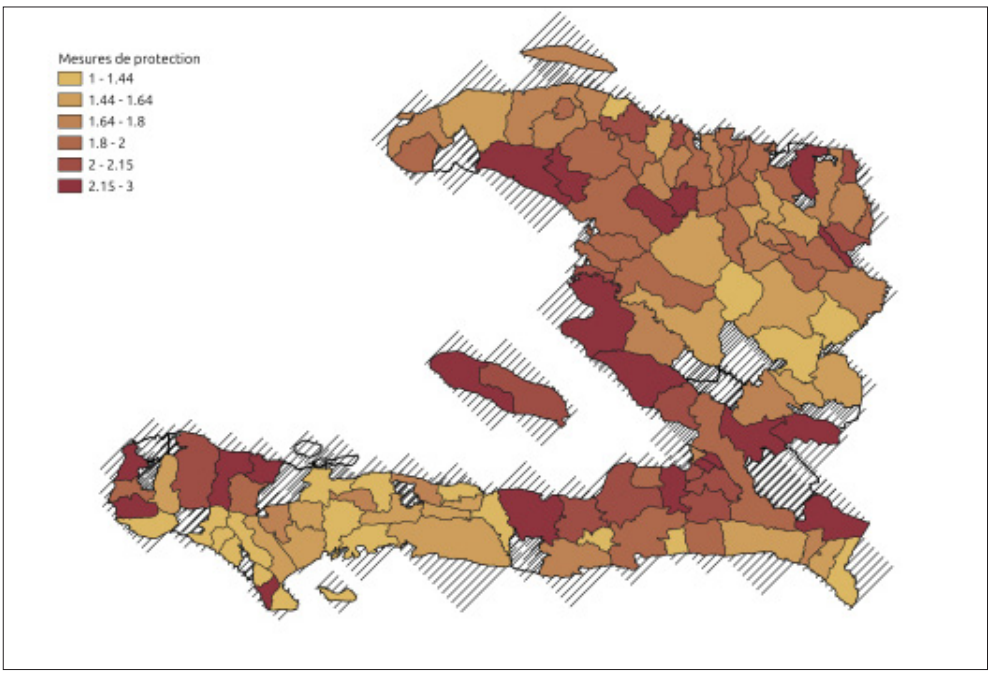

Figure A.2 Distribution géographique de l'échelle de mesure de protection

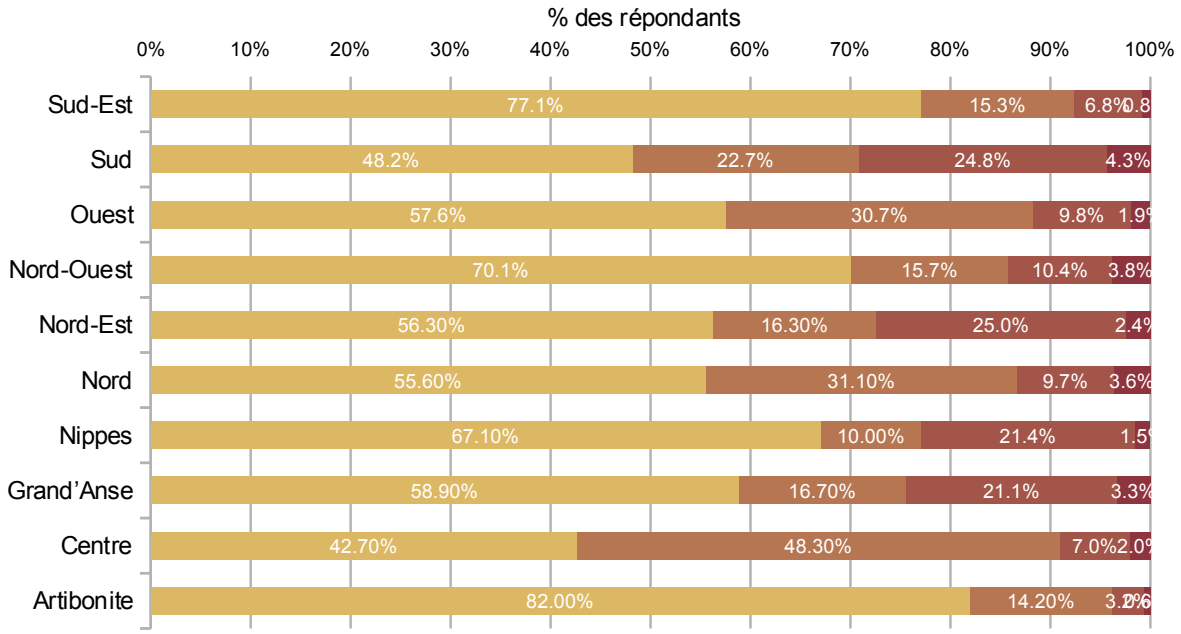

Figure A.3. Distribution des bénéficiaires de services d'une OSC par département

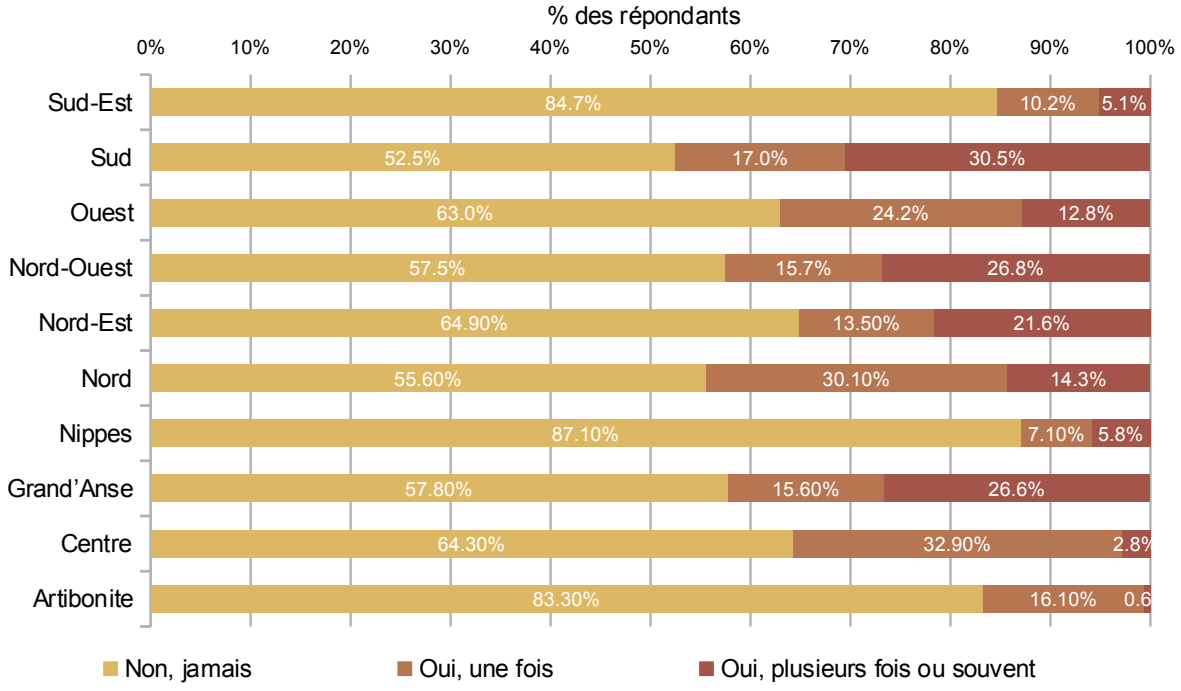

Figure A.4. Distribution de la participation aux activités des OSC par département

Tableau récapitulatif du membrariat des OSC en Haiti

		Membre		Non-membre					
		N	%	N	%	x2	ddl	Sign.	Phi/V de Cramer
Sexe	Femme	130	40.9%	857	50.7%	10.347	1	0.0013	0.0718
	Homme	188	59.1%	833	49.3%				
Age	18 - 20	4	1.3%	74	4.4%	55.195	6	4E-10	4E-10
	21 - 25	24	7.7%	216	13.0%				
	26 - 30	47	15.1%	374	22.5%				
	31 - 35	54	17.3%	367	22.0%				
	36 - 40	61	19.6%	266	16.0%				
	41 - 50	69	22.1%	217	13.0%				
	Plus de 50	53	17.0%	151	9.1%				
Etat civil	Célibataire (jamais marié)	100	31.5%	658	39.2%	21.391	7	0.0032	0.1035
	Divorcé	0	0.0%	4	0.2%				
	En union libre ou en concubinage	81	25.6%	490	29.2%				
	Marié	115	36.3%	415	24.7%				
	Polygame	0	0.0%	3	0.2%				
	Séparé (concubinage ou plaçage)	12	3.8%	56	3.3%				
	Séparé (mariage)	2	0.6%	22	1.3%				
	Veuf	7	2.2%	32	1.9%				

		Membre		Non-membre					
		N	%	N	%	x2	ddl	Sign.	Phi/V de Cramer
Niveau de scolarité	Aucun	17	5.5%	64	3.8%	29.213	8	0.0003	0.1215
	Baccalauréat scolaire ou équivalent	40	12.9%	287	17.2%				
	Licence ou équivalent	22	7.1%	53	3.2%				
	Maîtrise ou plus	1	0.3%	7	0.4%				
	Primaire	61	19.7%	240	14.4%				
	Secondaire – 9e année fondamentale ou moins	67	21.6%	344	20.6%				
	Secondaire – plus que la 9e année fondamentale	57	18.4%	404	24.2%				
	Technique/professionnel	21	6.8%	174	10.4%				
	Université sans diplôme	24	7.7%	97	5.8%				
Revenu	0 (je n'ai pas de revenu, je ne travaille pas)	109	42.1%	678	45.9%	8.3057	6	0.2165	0.0692
	10 000 HTG – 24 999 HTG par mois	47	18.1%	302	20.4%				
	100 000 HTG – 249 999 HTG par mois	1	0.4%	10	0.7%				
	25 000 HTG - 49 999 HTG par mois	20	7.7%	66	4.5%				
	250 000 HTG ou plus HTG par mois	1	0.4%	6	0.4%				
	50 000 HTG - 99 999 HTG par mois	7	2.7%	23	1.6%				
	Moins de 10 000 HTG par mois	74	28.6%	392	26.5%				

Tableau récapitulatif de la participation aux activités des OSC en Haiti

		Participation		Non participation					
		N	%	N	%	x2	ddl.	Sign.	Phi/V de Cramer
Sexe	Femme	362	47.3%	625	50.4%	1.7526	1	0.1855	0.0296
	Homme	403	52.7%	616	49.6%				
Age	18 - 20	20	2.7%	58	4.7%	27.762	6	0.0001	0.1186
	21 - 25	71	9.4%	168	13.7%				
	26 - 30	151	20.1%	269	22.0%				
	31 - 35	150	19.9%	272	22.3%				
	36 - 40	138	18.4%	187	15.3%				
	41 - 50	128	17.0%	158	12.9%				
	Plus de 50	94	12.5%	110	9.0%				
Etat civil	Célibataire (jamais marié)	254	33.3%	503	40.8%	16.499	7	0.0209	0.0909
	Divorcé	1	0.1%	3	0.2%				
	En union libre ou en concubinage	240	31.5%	330	26.8%				
	Marié	209	27.4%	321	26.0%				
	Polygame	0	0.0%	3	0.2%				
	Séparé (concubinage ou plaçage)	29	3.8%	39	3.2%				
	Séparé (mariage)	9	1.2%	15	1.2%				
	Veuf	20	2.6%	19	1.5%				

		Participation		Non participation					
		N	%	N	%	x2	ddl.	Sign.	Phi/V de Cramer
Niveau de scolarité	Aucun	30	4.0%	51	4.2%	39.263	8	4E-06	0.1409
	Baccalauréat scolaire ou équivalent	98	13.0%	229	18.7%				
	Licence ou équivalent	35	4.6%	39	3.2%				
	Maîtrise ou plus	3	0.4%	5	0.4%				
	Primaire	134	17.7%	168	13.7%				
	Secondaire – 9e année fondamentale ou moins	169	22.4%	241	19.7%				
	Secondaire – plus que la 9e année fondamentale	142	18.8%	318	26.0%				
	Technique/professionnel	96	12.7%	99	8.1%				
	Université sans diplôme	49	6.5%	72	5.9%				
Revenu	0 (je n'ai pas de revenu, je ne travaille pas)	318	46.3%	469	44.8%	20.264	6	0.0025	0.1081
	10 000 HTG – 24 999 HTG par mois	153	22.3%	195	18.6%				
	100 000 HTG – 249 999 HTG par mois	10	1.5%	1	0.1%				
	25 000 HTG - 49 999 HTG par mois	31	4.5%	55	5.3%				
	250 000 HTG ou plus HTG par mois	2	0.3%	5	0.5%				
	50 000 HTG - 99 999 HTG par mois	11	1.6%	19	1.8%				
	Moins de 10 000 HTG par mois	162	23.6%	302	28.9%				

Tableau récapitulatif des bénéficiaires des OSC en Haiti

		Bénéficié		Non bénéficié		x2	ddl.	Sign.	Phi/V de Cramer
		N	%	N	%				
Sexe	Femme	663	49.9%	317	47.2%	1.31605	1	0.2513	0.02565
	Homme	666	50.1%	355	52.8%				
Age	18 - 20	60	4.6%	18	2.7%	26.1486	6	0.00021	0.11524
	21 - 25	173	13.2%	59	9.0%				
	26 - 30	270	20.6%	150	22.8%				
	31 - 35	301	23.0%	121	18.4%				
	36 - 40	207	15.8%	120	18.2%				
	41 - 50	182	13.9%	104	15.8%				
	Plus de 50	117	8.9%	87	13.2%				
Etat civil	Célibataire (jamais marié)	523	39.6%	229	34.2%	6.66869	7	0.46417	0.05789
	Divorcé	3	0.2%	1	0.1%				
	En union libre ou en concubinage	373	28.2%	197	29.4%				
	Marié	339	25.7%	191	28.6%				
	Polygame	2	0.2%	1	0.1%				
	Séparé (concubinage ou plaçage)	41	3.1%	27	4.0%				
	Séparé (mariage)	16	1.2%	8	1.2%				
	Veuf	24	1.8%	15	2.2%				

		Bénéficié		Non bénéficié		x2	ddl.	Sign.	Phi/V de Cramer
		N	%	N	%				
Niveau de scolarité	Aucun	45	3.4%	36	5.4%	35.518	8	2.2E-05	0.13417
	Baccalauréat scolaire ou équivalent	233	17.8%	94	14.2%				
	Licence ou équivalent	41	3.1%	34	5.1%				
	Maîtrise ou plus	5	0.4%	3	0.5%				
	Primaire	185	14.1%	117	17.7%				
	Secondaire – 9e année fondamentale ou moins	281	21.4%	129	19.5%				
	Secondaire – plus que la 9e année fondamentale	335	25.5%	119	18.0%				
	Technique/professionnel	117	8.9%	78	11.8%				
	Université sans diplôme	70	5.3%	51	7.7%				
Revenu	0 (je n'ai pas de revenu, je ne travaille pas)	511	45.4%	276	45.8%	4.28501	6	0.63817	0.0498
	10 000 HTG – 24 999 HTG par mois	221	19.6%	127	21.1%				
	100 000 HTG – 249 999 HTG par mois	3	0.3%	2	0.3%				
	25 000 HTG - 49 999 HTG par mois	51	4.5%	35	5.8%				
	250 000 HTG ou plus HTG par mois	6	0.5%	1	0.2%				
	50 000 HTG - 99 999 HTG par mois	19	1.7%	11	1.8%				
	Moins de 10 000 HTG par mois	314	27.9%	151	25.0%				

Tableau récapitulatif de l'appréciation générale des OSC en Haiti

		N	Moyenne	Ecart type	Erreur standard	ddl. inter-groupes	ddl. Intra-groupes	F	sign.	η2
Sexe	Femme	988	4.2637	0.4808	0.0153	1	2007	6.5057	0.0108	0.0032
	Homme	1021	4.2074	0.507	0.0159					
Age	18 - 20	78	4.3435	0.4427	0.0501	6	1970	2.6313	0.0152	0.008
	21 - 25	241	4.2771	0.4827	0.0311					
	26 - 30	420	4.1925	0.4727	0.0231					
	31 - 35	423	4.1937	0.5334	0.0259					
	36 - 40	326	4.2893	0.4523	0.0251					
	41 - 50	287	4.2233	0.4925	0.0291					
	Plus de 50	202	4.2464	0.5455	0.0384					
Etat civil	Célibataire (jamais marié)	761	4.2255	0.5205	0.0189	7	1990	0.9924	0.4348	0.0035
	Divorcé	4	4.3611	0.6294	0.3147					
	En union libre ou en concubinage	570	4.217	0.4602	0.0193					
	Marié	529	4.2567	0.5027	0.0219					
	Polygame	3	4.3224	0.2203	0.1272					
	Séparé (concubinage ou plaçage)	67	4.2261	0.4509	0.0551					
	Séparé (mariage)	24	4.3086	0.3508	0.0716					
	Veuf	40	4.3918	0.5333	0.0843					

		N	Moyenne	Ecart type	Erreur standard	ddl. inter-groupes	ddl. Intra-groupes	F	sign.	η2
Niveau de scolarité	Aucun	80	4.4263	0.5289	0.0591	8	1972	5.3924	1E-06	0.0214
	Baccalauréat scolaire ou équivalent	327	4.2827	0.4765	0.0263					
	Licence ou équivalent	75	4.1051	0.604	0.0697					
	Maîtrise ou plus	8	3.7359	0.8251	0.2917					
	Primaire	299	4.2922	0.4655	0.0269					
	Secondaire – 9e année fondamentale ou moins	412	4.1952	0.4779	0.0235					
	Secondaire – plus que la 9e année fondamentale	461	4.2301	0.4859	0.0226					
	Technique/professionnel	196	4.2346	0.4633	0.0331					
	Université sans diplôme	123	4.1115	0.5787	0.0522					
Revenu	0 (je n'ai pas de revenu, je ne travaille pas)	788	4.3203	0.4881	0.0174	6	1729	5.8745	4E-06	0.02
	10 000 HTG – 24 999 HTG par mois	351	4.1739	0.4358	0.0233					
	100 000 HTG – 249 999 HTG par mois	11	3.9362	0.3577	0.1079					
	25 000 HTG - 49 999 HTG par mois	85	4.1623	0.5592	0.0607					
	250 000 HTG ou plus HTG par mois	7	4.0873	0.9584	0.3623					
	50 000 HTG - 99 999 HTG par mois	30	4.129	0.642	0.1172					
	Moins de 10 000 HTG par mois	464	4.2872	0.4946	0.023					

Tableau récapitulatif de la dépréciation des OSC en Haiti

		N	Moyenne	Ecart type	Erreur standard	ddl. inter-groupes	ddl. Intra-groupes	F	sign.	η2
Sexe	Femme	980	1.6377551	0.48089449	0.01536161	1	1995	1.9221166	0.16577843	0.00096254
	Homme	1017	1.60766962	0.48850988	0.01531838					
Age	18 - 20	78	1.62820513	0.48641211	0.05507533	6	1958	1.154031	0.32840051	0.00352389
	21 - 25	234	1.65811966	0.47535653	0.03107503					
	26 - 30	417	1.5971223	0.49106572	0.02404759					
	31 - 35	421	1.62232779	0.48538183	0.02365606					
	36 - 40	326	1.66564417	0.47249002	0.0261688					
	41 - 50	287	1.60627178	0.48942921	0.02889009					
	Plus de 50	202	1.57920792	0.49491279	0.03482194					
Etat civil	Célibataire (jamais marié)	750	1.59866667	0.49049533	0.01791036	7	1978	2.73999721	0.00784459	0.00960353
	Divorcé	4	1.25	0.5	0.25					
	En union libre ou en concubinage	569	1.63093146	0.48297713	0.02024745					
	Marié	529	1.62570888	0.48439739	0.02106076					
	Polygame	3	2	0	0					
	Séparé (concubinage ou plaçage)	67	1.7761194	0.41998902	0.05130982					
	Séparé (mariage)	24	1.83333333	0.38069349	0.07770873					
	Veuf	40	1.525	0.50573633	0.07996393					

		N	Moyenne	Ecart type	Erreur standard	ddl. inter-groupes	ddl. Intra-groupes	F	sign.	η2
Niveau de scolarité	Aucun	80	1.775	0.42021694	0.04698168	8	1960	4.29531057	3.8694E-05	0.01722981
	Baccalauréat scolaire ou équivalent	324	1.58024691	0.49428179	0.0274601					
	Licence ou équivalent	75	1.54666667	0.5011698	0.0578701					
	Maîtrise ou plus	8	1.375	0.51754917	0.18298126					
	Primaire	297	1.65993266	0.47453106	0.02753508					
	Secondaire – 9e année fondamentale ou moins	411	1.66666667	0.47197905	0.02328101					
	Secondaire – plus que la 9e année fondamentale	456	1.56359649	0.49648368	0.02324998					
	Technique/professionnel	196	1.68877551	0.46418004	0.03315572					
	Université sans diplôme	122	1.53278689	0.50098129	0.04535671					
Revenu	0 (je n'ai pas de revenu, je ne travaille pas)	782	1.61892583	0.48596156	0.01737795	6	1723	2.37980307	0.0271034	0.00821907
	10 000 HTG – 24 999 HTG par mois	351	1.67521368	0.46896347	0.02503142					

		N	Moyenne	Ecart type	Erreur standard	ddl. inter-groupes	ddl. Intra-groupes	F	sign.	η2
	100 000 HTG – 249 999 HTG par mois	11	1.90909091	0.30151134	0.09090909					
	25 000 HTG - 49 999 HTG par mois	85	1.6	0.49280538	0.05345225					
	250 000 HTG ou plus HTG par mois	7	1.28571429	0.48795004	0.18442778					
	50 000 HTG - 99 999 HTG par mois	30	1.6	0.49827288	0.09097177					
	Moins de 10 000 HTG par mois	464	1.5862069	0.49304389	0.02288899					

BAROMÈTRE DE L'INSCRIPTION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN HAÏTI

SONDAGE D'OPINION

ENTRE MÉFIANCE ET GRANDES ATTENTES